



Ouvrer pour que les  
populations rurales pauvres  
se libèrent de la pauvreté

## **République de Côte d'Ivoire**

---

### **PROPACOM - Projet d'Appui à la production Agricole et à la Commercialisation**

#### **Rapport de supervision**

#### **Rapport principal et appendices**

Dates de la mission: 24 au 30 novembre 2013  
Date du document: 05/12/2013  
No. du Projet: 1589  
No. du rapport: 3271-CI



## Table des matières

Sigles et acronymes	iv
A. Introduction	6
B. Vue d'ensemble de l'exécution du projet	7
C. Produits et effets	8
D. État d'avancement de l'exécution du projet	17
E. Aspects fiduciaires	19
F. Durabilité	23
G. Autres aspects	23
H. Conclusion	25

## Appendices

Appendice 1:	Résumé de l'état d'avancement du PROPACOM et notes attribuées	20
Appendice 2:	Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits	23
Appendice 3a:	Mesures à adopter de la précédente mission de supervision	25
Appendice 3b:	Récapitulatif des principales mesures à prendre en compte dans les délais convenus	29
Appendice 4:	État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)	33
Appendice 5:	Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie	41
Appendice 6:	Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement	45

## **Sigles et acronymes**

ADCVI	Association pour le Développement des Cultures Vivrières Intensives
ADDR	Autorité pour le Désarmement, la Démobilisation et la Réintégration
ADRAO	Agence pour le Développement de la Riziculture en Afrique de l'Ouest
AGEROUTE	Agence de Gestion des Routes
ANADER	Agence Nationale d'Appui au Développement Rural
ANARIZ	Association National pour le Riz
ANASEMCI	Association National des Semenciers de Côte d'Ivoire
ANOPACI	Association Nationale des Organisations Agricoles de Côte d'Ivoire
APO	Accord Politique d'Ouagadougou
BEA	Bio Economie Afrique
BNETD	Bureau National d'Etudes Techniques et de Développement
BOAD	Banque Ouest Africaine de Développement
BVP	Bureau de Vente des Producteurs
CCR	Cadre de Concertation régional
CGA	Comité de Gestion des Aménagements
CIDR	Centre International de Développement Rural
CNRA	Centre National de Recherche Agricole
CODERIZ	Coopérative Départementale des Riziculteurs
COP	Comité d'Orientation et de Pilotage
COSOP	Country Strategic Opportunities Program/ Options Stratégiques pour le Programme Pays
CSRS	Centre Suisse de Recherches Scientifiques
CVC	Comité Villageois de Commercialisation
DAFP	Direction des Affaires Financières et du Patrimoine
DEP	Direction de l'Evaluation et des Projets
DGTCP	Direction Général du Trésor et de la Comptabilité Publique
DMP	Direction des Marchés Publics
DRA	Direction Régionale de l'Agriculture
DRMP	Direction Régionale des Marchés Publics
DSRP	Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté
ENV	Enquête sur le Niveau de Vie des ménages
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
FCFA	Franco de la Communauté Financière Africaine
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
FIRCA	Fonds Interprofessionnel pour la Recherche et le Conseil Agricole
INS	Institut National des Statistiques
IPC	Indice de Prix à la Consommation
LANADA	Laboratoire National d'Appui au Développement Agricole
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances

MIE	Ministère des Infrastructures Economiques
MINAGRI	Ministère de l'Agriculture
MSPF	Ministère de la Solidarité et de la Promotion de la Femme
OCPV	Office d'Aide à la Commercialisation des Produits Vivriers
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
ONDR	Office National de Développement de la Riziculture
ONEP	Office national de l'Eau Potable
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OP	Organisation Paysanne
OPA	Organisation Professionnelle Agricole
PACIL	Projet d'Appui à la Commercialisation et aux Initiatives Locales
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PDI	Personnes Déplacées Internes
PDRZ	Projet de Développement Rural du Zanzan
PFA	Programme de Facilité Alimentaire / Union Européenne
PIV	Point d'Information Villageois
PND	Plan National de Développement
PNIA	Plan National d'Investissement Agricole
PNR	Programme National Riz
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PPMS	Projet d'appui aux petits Producteurs Maraichers dans les régions des Savanes
PRAREP	Projet de Réhabilitation Agricole et de Réduction de la Pauvreté
PROPACOM	Projet d'appui à la Production Agricole et à la Commercialisation
PTBA	Programme de Travail et Budget Annuels
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
S&E	Suivi-évaluation
SIGFIP	Système Intégré de Gestion des Finances Publiques
SIM	Systèmes d'Informations sur les Marchés
SOSP	Service Officiel des Semences et Plants
SSE	Système de Suivi-Evaluation
UCP	Unité de Coordination du Projet
UE	Union Européenne
UPIL	Unité de Production d'Inoculum et de légumineuse
WAAPP	West Africa Agricultural Productivity Program

## A. Introduction<sup>1</sup>

1. Une mission du Fonds International pour le Développement Agricole (FIDA) a séjourné en Côte d'Ivoire du 24 au 30 novembre 2013, dans le cadre d'une supervision conjointe avec le Ministère de l'Agriculture du Projet d'Appui à la Production Agricole et à la Commercialisation (PROPACOM). Cette mission avait pour objectifs :

- i) d'évaluer la performance globale du projet et son impact depuis son démarrage en novembre 2011;
- ii) d'apprécier la qualité de sa gestion administrative et comptable ;
- iii) de faire le point de l'état d'avancement des activités de chaque composante telles que prévues dans le Programme Annuel de Travail et Budget (PTBA) de 2013, aussi bien au niveau physique que financier ;
- iv) d'apprécier le niveau d'exécution des principales recommandations de la dernière mission de supervision datant de juin 2013;
- v) d'apprécier et faire des recommandations sur le PTBA 2013 et le PTBA 2014;
- vi) de passer en revue les procédures d'acquisition des biens et services;
- vii) d'analyser, avec l'équipe du projet et les partenaires impliqués et/ou qui seront impliqués dans la mise en œuvre, les difficultés et les contraintes rencontrées et de proposer des solutions appropriées;
- viii) d'analyser et d'examiner l'état d'avancement de la préparation du manuel des opérations ; et, enfin,
- ix) de réactualiser la fiche de l'état d'avancement du projet «Project Status Report – PSR».

2. La mission avait également pour mandat de mener à bien la revue annuelle du COSOP 2010-2015. Elle devait notamment analyser si les objectifs stratégiques du COSOP demeurent pertinents et, le cas échéant, y apporter les amendements nécessaires d'une part, et, d'autre part, examiner le cadre de gestion des résultats du COSOP pour déterminer, à travers les indicateurs de résultats, si les projets en cours permettent d'atteindre les objectifs visés. Enfin, la mission devrait partager, avec l'équipe et les partenaires, les résultats de la revue du portefeuille (couvrant la période 1/07/2012-30/06/2013) de la division de l'Afrique de l'Ouest et du Centre du FIDA.

3. Au regard de ces objectifs, la mission de supervision du PROPACOM a passé en revue l'état d'exécution du Projet vis-à-vis des indicateurs préfixés et au regard du PTBA 2013 révisé. Concernant les effets/impacts sur les cibles, la mission a examiné les aspects portant sur: (i) la lutte contre la pauvreté, (ii) l'organisation des bénéficiaires, (iii) le renforcement des capacités des bénéficiaires, (iv) le développement et la durabilité des capacités de production, et (v) les contraintes à l'atteinte des objectifs.

4. La mission a travaillé en étroite collaboration avec l'Unité de Coordination du Projet (UCP) tout au long de son séjour à Abidjan, à Bouaké et à Katiola. Au niveau institutionnel, la mission a eu des échanges au Ministère de l'Agriculture avec le Directeur Général de la Planification, de la Programmation, du Contrôle des Projets et des Statistiques (DGPPS), et le Directeur de l'Evaluation et des Projets (DEP) ; la Direction de la Dette publique au Ministère auprès du Premier Ministre, Ministre de l'Economie et des Finances (MPM/MEF) et à l'Autorité pour le Démobilisation, le Désarmement et la Réinsertion (ADDR).

5. Elle a également rencontré le Représentant de la BOAD ainsi que les responsables centraux et/ou régionaux de l'Agence Nationale d'Appui au Développement Rural (ANADER). Les visites de terrain ont couvert les zones de Bouaké (marché de gros, commerçants et BVP), de Kahankro (ferme semencière) et enfin de Katiola (groupements de producteurs dans un casier rizicole, mini-rizeries de CODERIZ, et un site de production de manioc etc.).

---

<sup>1</sup> La mission était composée de : (i) M. Abdoul Wahab Barry, Chargé de Portefeuille du FIDA et Chef de mission, (ii) M. Cheikh Tidiane SARR, Consultant du FIDA et Spécialiste en production et Infrastructures rurales et Chef de mission technique, (iii) M. Moulaye Idrissa TERA, Consultant du FIDA et Expert en gestion administrative et financière, (iv) M. Samir BEJAOU, Chargé de Portefeuille Associé du FIDA et Spécialiste en Suivi-Evaluation et gestion des connaissances, (v) M. Thierry Aube, Consultant du FIDA et Spécialiste en renforcement des capacités des organisations paysannes et en commercialisation agricole, (vi) Mme Odile SARASSORO, Point Focal du FIDA en Côte d'Ivoire et Spécialiste des aspects institutionnels. Le Gouvernement Ivoirien était représenté par Madame Chantal DONGO, Point Focal des projets FIDA au MINAGRI et Mr. Kouamé Paul Micael de la Direction de la dette publique au MPM/MEF.

6. La mission a eu plusieurs séances de travail avec l'UCP sur : i) l'état d'avancement de la mise en œuvre du Projet, notamment le PTBA 2013 ; ii) la mise en place du système de suivi-évaluation et son opérationnalisation ; iii) les résultats des études réalisées, principalement les données relatives à la situation de référence dans la zone du projet ; iv) la gestion administrative, financière et comptable ; v) le plan de passation des marchés ainsi que les conventions et ; vi) les rôles et responsabilités des partenaires de mise en œuvre, y compris celui des groupements de bénéficiaires.

7. Une réunion de restitution de l'aide-mémoire incluant les principales conclusions, sous la présidence du Directeur Général de la DGPPS, a été organisée le 28 novembre 2013. Le présent rapport fait le point des résultats de la mission et intègre les commentaires du MINAGRI, (Tutelle Technique des projets) et du MB/MEF (Représentant du Bénéficiaire), des différents partenaires du Projet, ainsi que ceux de l'UCP.

8. La mission exprime ses remerciements aux Autorités ivoiriennes pour l'accueil dont elle a fait l'objet. Elle tient particulièrement à féliciter l'équipe du projet et ses partenaires pour leur appui logistique et leur disponibilité ainsi que la qualité des échanges.

## **B. Vue d'ensemble de l'exécution du PROPACOM**

9. Le PROPACOM est dans sa phase de démarrage. L'Accord de Don a été signé le 16 mars 2012, avec une mise en vigueur immédiate. Suite à la satisfaction des conditions du premier décaissement en novembre 2012, le lancement du projet a eu lieu le 15 décembre 2012. L'avance de démarrage a été positionnée sur le compte désigné du Projet à Abidjan en février 2013. La mission estime qu'à ce jour, le projet opère globalement à un niveau moyennement satisfaisant.

10. Globalement, les taux d'exécution physique et financière sont respectivement de 24.70% et de 11,68%. Le taux d'exécution physique du PTBA 2013 révisé est de 42,87% au 31/10/2013. A la même date, le taux d'exécution financière est de 63,70 %. Les projections faites pour la fin 2013 montrent des taux d'exécution physique et financière respectifs de 52.78% et 70.99%.

11. Suite à la décision de mettre le projet sous la modalité de gestion financière dite de « transfert en capital », l'Agence Comptable a été installée. Elle est composée d'un (01) Agent Comptable, de deux (02) Assistants et d'un (01) Secrétaire. Toutefois, il reste à doter chacune des Antennes de Bondoukou et de Korhogo d'un Régisseur. La procédure de leur nomination prend du retard au niveau du Ministère de l'Economie et des Finances.

12. La mission constate que, pour l'année 2013, les activités prévues dans le PTBA 2013 concernent pour la plupart la réalisation d'études. Les activités de production ont été limitées au cycle pluvial pour la culture de maïs et aux cultures maraichères pour le cycle de contre-saison.

13. L'UCP a réalisé une série de séances d'information/sensibilisation des populations sur les objectifs et stratégies du projet en vue du ciblage des bénéficiaires et de la structuration de la demande conformément à la stratégie d'intervention du PROPACOM. Cette campagne d'information qui a été poursuivie par des actions de sensibilisation de proximité auprès des groupements et coopératives lors des différentes missions, porte sur la nécessité d'intégrer et d'impliquer les femmes et les jeunes dans les activités agricoles et la gestion des groupements et coopératives. Par ailleurs, il est prévu de poursuivre ces séances d'information et de sensibilisation au niveau des sous-préfectures et des villages avec l'appui de l'ANADER.

14. Les activités réalisées ont concerné principalement le processus de recrutement des prestataires pour la réalisation des études relatives à la réhabilitation/aménagements hydro-agricoles, à la transformation/commercialisation et à la professionnalisation des Organisations Professionnelles Agricoles (OPA). Douze (12) appels d'offres ont été lancés et suivent leur cours.

### **Revue annuelle du COSOP**

15. En marge de la réunion de restitution et comme instruit dans les termes de référence de la mission du supervision, la revue annuelle des objectifs du Programme des Opportunités Stratégiques pour le Pays (COSOP 2010-2015) a également eu lieu. Le Chargé de Portefeuille pour la Cote d'Ivoire a ainsi brièvement rappelé les deux objectifs stratégiques (OS), à savoir : (1) la capacité de participation des OP aux processus de programmation et de décision à l'échelon local et national est



renforcée et (2) l'accès des petits producteurs à des services de production efficaces, à des technologies appropriées et aux marchés est amélioré.

16. Généralement, le Ministère de l'Agriculture, représenté par le Directeur Général de la Planification, des Projets et des Statistiques (DGPPS), ainsi que les autres parties prenantes ont reçu avec grand enthousiasme ce rappel et ont été réconfortés par leur pertinence et le souci d'adresser les besoins réels du pays dans le secteur agricole. Il a été vivement rappelé que le PRAREP (projet d'urgence de recapitalisation post-crise en phase de clôture) et le PROPACOM (projet de développement en démarrage) s'inscrivent parfaitement dans la stratégie décrite par les orientations stratégiques de ce COSOP. De plus, l'arrivée du financement supplémentaire pour l'extension du PROPACOM à l'Ouest et le recalibrage des activités en cours affinent davantage l'approche du projet pour s'assurer de la réalisation de ces OS. Les représentants du Gouvernement et le FIDA se sont mis d'accord pour renseigner les indicateurs du Cadre de gestion des résultats du COSOP.

## **C. Produits et effets**

### ***Composante 1 : Amélioration de l'offre de produits agricoles***

17. **Sélection des bénéficiaires.** Selon la procédure adoptée, la sélection des micro-projets devra être validée par les Cadres Régionaux de Concertation (CRC). Dans l'attente de leur mise en place et compte tenu de l'affluence des demandes d'appui des OPA consécutives au lancement du PROPACOM, des Comités Ad-hoc ont été établis dans chaque antenne pour examiner les demandes et sélectionner les premiers bénéficiaires.

18. **Information-sensibilisation des populations.** Pour accélérer la structuration de la demande, l'UCP a programmé une série de séances d'information-sensibilisation des populations en vue du ciblage des bénéficiaires. Douze séances ont été organisées par l'UCP et elles se poursuivront dans les sous-préfectures et les villages.

19. **Stratégie d'accès aux semences et intrants.** Le PROPACOM s'inscrit dans une dynamique de développement et de renforcement des capacités des OPA à fournir des services à leurs membres. En matière de semences et intrants, la stratégie nationale de développement de la riziculture inclut la contribution des bénéficiaires à hauteur de 20% du coût d'acquisition des intrants et des équipements agricoles et l'arrêt depuis 2012, de toute distribution gratuite dans ce domaine.

20. Considérant les faibles capacités d'autofinancement des groupements bénéficiaires du projet, le PROPACOM se propose d'appliquer cette approche moyennant une amélioration permettant aux producteurs de s'équiper et de restaurer leur base productive tout en s'inscrivant progressivement, dans un système pouvant conduire à terme vers le marché du crédit. C'est pourquoi, la contribution des bénéficiaires est fondamentale. Pour 2013, les intrants sont fournis en une seule fois aux OPA avec obligation pour elles de reconstituer à la fin de la campagne agricole cette dotation à hauteur du montant total des intrants reçus, majoré pour couvrir les augmentations éventuelles des coûts des intrants pendant les campagnes agricoles ultérieures.

21. Cette stratégie en nette démarcation par rapport à l'approche « d'urgence » du PRAREP permettra au PROPACOM de s'inscrire dans une dynamique commerciale où l'accès aux intrants et aux équipements agricoles se fera sans l'intervention directe du projet, ni des structures sous tutelle et cela avec un objectif de durabilité. Ainsi, les circuits de distribution privés seront privilégiés et serviront de plateformes de transaction pour ces activités. L'implication d'une institution financière sera également suggérée afin que les appuis économiques du projet transitent par une institution financière qui sera, dans un futur proche, à même d'offrir à ses clients des services de crédit adaptés au secteur agricole.

22. Toujours dans une optique de responsabilisation des OPA, les procédures d'acquisition des équipements agricoles répondront à une logique d'appui financier du projet comprenant une participation économique de l'OPA selon une répartition qui sera déterminée lorsqu'une approche consolidée sera proposée par le PROPACOM-Extension Ouest et appliquée aux deux zones d'intervention

23. Au niveau de la gestion de ces équipements, le document de conception de projet du PROPACOM-Ouest apportera un appui méthodologique à la définition des modes de gestion des équipements qui devront suivre les principes suivants: (i) ciblage prioritaire des bénéficiaires de l'équipement vers les groupements de femmes et de jeunes membres de l'OP; (ii) gestion de l'équipement confiée à un opérateur privé selon un mécanisme de leasing; et (iii) mise en prestation payante de l'équipement.

24. **Production de semences de maïs.** Les prévisions de production de masse de maïs pour la campagne 2014 sont de 2 000 ha. Afin de garantir cette production, le projet, dans le cadre de sa convention avec le Centre National de Recherche Agricole (CNRA), a passé une commande de 625 kg de semences améliorées de base pour produire 50 tonnes de R1. Mais le CNRA, en raison des sinistres subis lors de la crise, ne pouvait pas honorer cette commande. Il n'a pu fournir que **200 kg** de semence de base permettant de produire 16 tonnes de semences R1 sur les 50 tonnes attendues pour couvrir les besoins de 2014. Les négociations avec le PPAAO<sup>2</sup> ont permis d'obtenir un don de 4 tonnes de semence de base dans le cadre de la complémentarité entre projets.

25. La quantité totale de semences de base (4,2 tonnes) a permis d'emblaver une superficie de 168 ha, soit une production attendue de 336 tonnes de semences R1 brutes. L'UCP rachètera une partie des semences brutes de maïs auprès des producteurs semenciers. Pour couvrir ses besoins en semences pour la campagne agricole 2014, l'UCP rachètera au moins 15 % de la production de semences (en tenant compte des parcelles déclassées) à un prix bord-champ de 385 FCFA/Kg convenu avec les producteurs. A l'instar de la distribution des intrants aux producteurs de masse, la distribution et le rachat des semences ne se fera qu'une seule fois au profit d'une même OPA.

26. Afin d'aider les semenciers à commercialiser le surplus de leur production, des dispositions ont été prises pour réhabiliter et équiper des magasins de stockage identifiés dans les zones de production. La sacherie de conditionnement sera également fournie aux producteurs.

27. **Production de masse de maïs.** Quinze tonnes de semences R1 acquises auprès des producteurs semenciers ont été distribuées pour emblaver une superficie de 647 ha de maïs sur 600 ha de prévus. La production attendue est de 970 tonnes.

28. **Difficultés de production.** La principale difficulté rencontrée sur le terrain est la faible pluviométrie et la mauvaise répartition des pluies dans toute la zone du projet. La sécheresse a été plus accentuée dans certains départements (Bouna, Tengrela) et pourrait compromettre les résultats attendus. Afin d'aider les producteurs et les structures d'appui-conseil, l'UCP a envisagé l'analyse des données pluviométriques de toute la zone du projet en vue d'un meilleur calage des cycles de culture avec les saisons. Il est également suggéré d'utiliser autant que possible les variétés à cycle court.

29. **Distribution des intrants.** Près de 122 tonnes d'engrais NPK spécifique maïs, 81,5 tonnes d'Urée et 3 260 litres d'herbicides total et pré-levée ont été livrés dans les Zones de l'Agence Nationale d'Appui au Développement Rural (ANADER) et distribués aux producteurs semenciers et aux OPA.

30. **Certification des semences.** Les règlements techniques de production, de contrôle et de certification des semences imposent diverses opérations. Pour les maïs, au moins deux inspections : (i) le premier contrôle, à la floraison, pour faire des recommandations ; (ii) le second, à la maturation, pour accepter la récolte en semences ou la refuser (déclassement) lorsque les recommandations ne sont pas suivies.

31. Le contrôle aux champs est effectué par les contrôleurs et inspecteurs semenciers des Directions Régionales de Bouaké, Korhogo et Bondoukou. Leurs activités sont supervisées par le Service Officiel des Semences et des Plants (SOSP). L'échantillonnage et les analyses de laboratoire sont réalisés par le Laboratoire National d'Analyse des Semences (LANASEM).

32. Conformément à la convention-cadre, l'UCP prend en charge les frais des missions de contrôle au champ, le carburant, la formation des semenciers et les fournitures relatives à la certification. Les moyens sont mis à disposition par l'UCP après l'approbation des termes de référence, du programme et du budget de la mission.

---

<sup>2</sup>Programme de Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest (mieux connu sous le nom de WAAPP - West Africa Agricultural Productivity Program)

33. Les missions de la première visite de contrôle au champ ont eu lieu du 25 juillet au 07 août 2013 conjointement avec les missions de contrôle au champ des parcelles de riz. La coordination du programme de certification a également effectué une mission de supervision des activités de certification dans les zones de production du 23 août au 04 septembre 2013.

34. **Conditionnement des semences de maïs.** La sacherie (1 600 sacs de 50 Kg avec mention PROPACOM), les ficelles ainsi que les fongicides et insecticides ont été mis à la disposition de l'ONDR pour le conditionnement des 60 tonnes de semence de maïs.

35. **Production maraîchère.** Quarante (40) Kg de semences d'oignon (Violet de Galmi), cinq (5) Kg de semences de tomate (Petomech) et 0,4 Kg de semence de chou (KK-Cross) ont été distribués à 05 groupements de productions maraîchères (3 OPA dans le District des Savanes et 2 dans le District de la Vallée du Bandama). Les fertilisants, les pesticides et le petit matériel ont été distribués (5,2 tonnes de NPK, 2,6 tonnes d'Urée; 4,2 tonnes de sulfate de potasse; 29,8 litres d'insecticides; 98,4 Kg de fongicides et 12 pulvérisateurs).

36. **Appui-conseil et formation.** La distribution des semences et des intrants de production de maïs a été réalisée par l'ANADER. Cependant la formation des producteurs et les visites d'appui-conseil n'ont pu être réalisées du fait de problèmes de passation des marchés. Pour 2014, un appel d'offres sera lancé au plus tard en janvier pour sélectionner à temps le (s) prestataire (s) de service.

37. Pour pallier l'insuffisance d'accompagnement des OP, l'UCP a entrepris des missions de terrain pour sensibiliser toutes les OP de production de masse de maïs afin de contribuer à la commercialisation des productions mais surtout à la reconstitution des fonds intrants.

38. **Protection des sols et préservation de l'environnement.** L'étude porte sur l'évaluation des systèmes de production et proposition d'actions qui permettent de les diversifier et de minimiser les apports en engrais minéraux..

39. Par ailleurs, des appels d'offres nationaux ont été lancés en août 2013 pour recruter des consultants chargés de : (i) réaliser un diagnostic environnemental au niveau de la zone de projet en contact avec le parc national de la Comoé ; (ii) identifier et caractériser les sites à risque d'érosion et d'envasement et (iii) préconiser les actions nécessaires. Ces appels d'offres ont été déclarés infructueux faute de réponses.

#### **Aménagements hydro-agricoles.**

40. Les activités prévues après la révision du PTBA 2013 concernant : (i) les travaux de réhabilitation du barrage de Kpato, (ii) la réalisation des études d'identification des sites rizicoles et maraichers dans la zone du projet ; (iii) l'évaluation des travaux complémentaires d'aménagement sur les périmètres maraichers de l'ex-PPMS et (iv) la réalisation des études techniques de certains périmètres maraichers du PPMS à revaloriser en les irriguant au système goutte à goutte.

41. **Réhabilitation du barrage de Kpato.** Le marché des travaux de réhabilitation est en cours de signature. Pour la bonne fin d'exécution de ces travaux, un bureau de contrôle a été également sélectionné. Ces travaux devraient démarrer courant décembre 2013 pour une durée de trois mois.

42. **Etude d'identification des sites rizicoles et maraichers.** Cette étude s'avère nécessaire pour caractériser et déterminer le potentiel des aménagements existants en vue de faciliter la sélection des demandes d'aménagements. Un consultant a été sélectionné par appel d'offres national.

43. **Travaux complémentaires d'aménagement de l'ex-PPMS.** Conformément aux recommandations du rapport d'achèvement du PPMS et du COP, l'UCP a confié à deux prestataires l'évaluation des travaux complémentaires d'aménagement à réaliser sur les périmètres maraichers en vue de la consolidation des acquis du PPMS. Les résultats de cette évaluation ont été soumis en juillet 2013 au COP qui a recommandé de réaliser ces travaux si les ressources financières prévues pour l'aménagement des sites maraichers le permettaient.

44. **Etudes techniques.** Ces études concernent des périmètres maraichers de l'ex-PPMS. Elles permettront de les revaloriser en les dotant du système d'irrigation goutte à goutte. Le dossier est au stade de jugement des offres.

## **Recommandations pour Composante 1 : « Amélioration de l'offre de produits agricoles »**

<b>Mesure convenue</b>	<b>Responsabilité</b>	<b>Date convenue</b>
S'inscrire dans une logique commerciale en s'appuyant (signature de conventions spécifiques entre autres) sur des distributeurs privés d'intrants (semences, fertilisants et pesticides) et d'équipements agricoles ainsi que sur des institutions financières.	RRA/ RTC/ RGOPA	Immédiat
En attendant la mise en œuvre effective du PROPACOM Extension Ouest, sensibiliser les OPA pour les préparer à une application ultérieure (i.e. après l'approbation du PROPACOM Extension) d'une conditionnalité du financement des équipements et des infrastructures à une participation financière des OPA dont le niveau sera déterminé dans le cadre de l'approche consolidée qui sera proposée pour les deux zones d'intervention.	UCP	Immédiat
Mieux planifier et accélérer les acquisitions d'intrants en rapport avec le calendrier cultural.	RRA/APM/RAF	Permanent
Planifier la réalisation des études d'identification et les études techniques des sites de telle sorte à disposer des résultats au plus tard en octobre 2014 pour servir à l'élaboration du PTBA 2015	RRA/APM	Octobre 2014
Accélérer le processus de mise en œuvre de l'achèvement des travaux complémentaires des périmètres du PPMS et sélectionner les sites de promotion du système goutte à goutte.	RRA/UCP	Mars 2014
N'effectuer la distribution et le rachat des semences au profit d'une même OPA qu'une seule fois à l'instar de la distribution des intrants aux producteurs de masse.	RGOPA /RRA	immédiat
Procéder à l'analyse des données pluviométriques de toute la zone du projet en vue d'un meilleur calage des cycles de culture avec les saisons et utiliser autant que possible les variétés à cycle court.	UCP/ RRA	immédiat

## **Composante 2 : Valorisation et mise en marché**

### **Appui à la transformation et à la commercialisation des produits vivriers.**

45. **Appui à la transformation et à la commercialisation des produits vivriers.** Les projets des TDR des différentes études programmées (fonctionnement des OPA de transformation et conditionnement des produits, rentabilité du riz local blanchi) et du renforcement des capacités des OPA sont disponibles et attendent toujours la fin de l'identification des bénéficiaires et l'opérationnalisation des mini-rizeries pour faire démarrer les études.

46. Avant de s'engager dans l'appui à la gestion des mini-rizeries, la mission recommande de faire un diagnostic de leur viabilité économique dans la mesure où il n'existe pas encore d'étude sur le sujet. Une enquête auprès des mini-rizeries fournies par l'ONDR en fonctionnement serait dès lors nécessaire, avec une attention particulière à porter sur : (i) les délais de remboursement et leurs effets sur la rentabilité, (ii) le volume des hangars de stockage qui doit permettre de stocker le paddy pendant la campagne en attendant qu'il soit usiné et (iii) le seuil de rentabilité de l'unité en termes de quantité de paddy à acheter. Ce diagnostic tiendra compte de la possibilité pour le PROPACOM de promouvoir le modèle de gestion ESOP proposé par le CIDR.

47. **Partenariat producteurs-sociétés agro-industries.** En attendant la mise en place des plateformes de partenariat privé-privé, l'UCP a pris des contacts avec les sociétés agro-industrielles (AMC et Louis Dreyfus pour le paddy masse et semences ; SIPRA, SOLIBRA, FOANI Services pour le maïs) pour leur mise en relation avec les producteurs notamment de maïs et de riz.

### **Système d'Information sur les Marchés (SIM).**

48. D'une manière générale, les semenciers et les producteurs de masse ne commercialisent pas toujours leurs productions à des prix rémunérateurs. D'une part, les producteurs de masse n'ont pas l'information sur la disponibilité, la qualité et les prix des semences produites. D'autre part, ceux-ci ne disposent pas d'informations conjoncturelles sur les fluctuations saisonnières et sur les nouveaux débouchés. Face à cette situation, l'UCP a entrepris d'apporter un appui aux systèmes d'informations sur la disponibilité des productions dans la zone du projet. A cet effet, un AON a été lancé depuis le 20 Août 2013, pour évaluer les performances des dispositifs d'informations sur les marchés existants afin

de renforcer leurs capacités. Le dossier est en attente de l'avis favorable de la DRMP sur le choix du consultant sélectionné.

49. Dans le cadre de cette évaluation des performances, la mission suggère d'étendre les TDR du consultant qui sera en charge de cette étude afin de mener à bien un diagnostic sur le système d'information de l'anacarde proposé par RONGEAD. Ce dernier est en voie d'étendre ses compétences au suivi des marchés des produits vivriers et a déjà signé une convention avec l'OCPV (Office pour la Commercialisation des Produits Vivriers) dans ce sens. Considérant l'avis satisfaisant des abonnés à ses services sur la filière anacarde, l'évaluation des services offerts par RONGEAD semblent des plus appropriées pour le PROPACOM.

50. Pour rappel, l'UCP a fait produire plus de 330 tonnes de semences R1 et plus de 900 tonnes de masse de maïs. Ces récoltes vont avoir lieu fin novembre début décembre. En attendant, que les groupements de producteurs et semenciers concernés soient en mesure d'intégrer la fonction d'information sur les marchés, l'UCP a pris des contacts avec l'Union des Radios de Proximité de Côte d'Ivoire (URPCI). Ce partenariat devrait contribuer à la diffusion de l'information sur la disponibilité de semences de qualité et de la production de masse. Des radios ont été identifiées et les projets de contrats rédigés. Le dossier suit son cours avec toutefois des difficultés liées au statut juridique et fiscal de ces radios. La solution alternative consisterait à signer une convention avec l'ANASEMCI à condition qu'elle dispose d'un compte contribuable, faute de quoi une agence de communication sera préférée.

#### Infrastructures marchandes

51. **Infrastructures marchandes.** Afin de rapprocher les infrastructures marchandes des producteurs et améliorer les capacités de stockage, le projet prévoit de construire un certain nombre de magasins, hangars, centres de groupage, etc.

52. Au terme des sessions des CRC, 89 demandes d'infrastructures marchandes dont plus de la moitié (46) en magasins ont été instruites. La demande est particulièrement forte dans le District des Savanes avec des besoins exprimés de 42 magasins de stockage. La sélection des OP bénéficiaires permettra d'identifier les sites d'accueil en fonction du potentiel de production et des opportunités offertes pour la commercialisation.

#### Organisations Professionnelles Agricoles.

53. Les OPA jouent un rôle central dans les actions de développement rural et constituent la porte d'entrée du PROPACOM. Avant toute intervention, il convient d'établir un diagnostic des OPA du secteur vivrier de la zone du projet. Cette étude devra également permettre de classer les OPA selon les niveaux de structuration, de proposer les domaines d'appui correspondants et une liste de critères objectifs pour la sélection des OPA susceptibles d'être appuyées.

54. **Formations et renforcement de capacités des OPA.** Les différentes formations et le renforcement de capacités prévus pour 2013 ont été renvoyés à 2014, car assujettis à la réalisation du diagnostic des OPA.

#### Recommandation sur la Composante 2 : Valorisation et mise en marché

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Apprécier les services que le Bureau de Vente des Producteurs (BVP) pourrait rendre au projet en termes d'assistance à la commercialisation de la production de 2013 et, le cas échéant, signer un contrat avec le BVP	RTC	15 janvier 2014
Effectuer un diagnostic sur la viabilité économique des mini-rizeries à appuyer, en perspective de la mise en place d'entreprises de service et organisations paysannes (ESOP).	RTC/UCP	Fin février 2014
Signer avec les SIM désignés par les résultats de l'étude et en fonction de leurs zones d'intervention, une convention stipulant la prise en charge par ces organismes: (1) d'un appui à la structuration interne et au renforcement des capacités des OPA en vue de mieux négocier des prix avantageux lors de la vente de leurs productions; (2) de la facilitation de l'établissement de contacts commerciaux entre les	UCP	Fin Avril 2014

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Apprécier les services que le Bureau de Vente des Producteurs (BVP) pourrait rendre au projet en termes d'assistance à la commercialisation de la production de 2013 et, le cas échéant, signer un contrat avec le BVP	RTC	15 janvier 2014
différents acheteurs et les producteurs, (3) de la diffusion d'informations sur les prix en vigueur et les quantités disponibles		

### Composante 3 : Coordination, Gestion et Suivi-Evaluation

#### 1. Coordination et Gestion

55. **Coordination de l'équipe.** Un atelier de team-building a été organisé à Bouaké du 15 au 19 juillet 2013. Il a vu la participation de tout le personnel de l'UCP (Coordonnateur, Responsables de Composantes, Comptables, Agent Comptable, Secrétaires, Chauffeurs, Agents de bureau, Techniciens de surface, etc.) à l'exception des gardiens. Selon l'évaluation de fin, l'atelier a permis le renforcement des liens d'amitié et l'esprit d'équipe, ainsi que la prise de conscience de la nécessité d'obtenir des résultats pour les deux projets.

56. **Manuel d'exécution du projet.** Une première version dudit manuel a été transmise à l'UCP en février 2013 par courriel. Au terme de son examen, les observations formulées par l'UCP ont été portées à la connaissance du consultant par courrier électronique en mai 2013.

57. Il avait été notamment convenu l'élaboration de manuels d'exécution séparés: l'un dédié au PRAREP et l'autre au PROPACOM pour mettre l'accent sur les approches et les stratégies d'intervention distinctes (transition d'un programme d'urgence à un projet de développement). Il avait été également convenu avec le consultant de la nécessité de séances de travail avec l'UCP pour une meilleure exploitation des observations formulées. Dans cette optique, une plage avait été réservée lors de l'atelier de planification du PROPACOM afin de partager avec l'ensemble des participants le projet de manuel d'exécution. Ce résultat n'a pu être atteint. Aussi le manuel d'exécution demeure-t-il dans sa version provisoire avant la rencontre formelle entre le consultant et l'ensemble des membres de l'UCP.

58. **Planification et programmation des activités.** En matière de planification et programmation des activités, l'UCP a mis en œuvre les recommandations pertinentes de la dernière mission de revue à mi-parcours qui s'est déroulée en mai-juin 2013. Ainsi, à la faveur de la révision à mi-parcours du PTBA 2013, un atelier de planification a été organisé avec toutes les composantes de l'UCP et avec l'appui du point focal du FIDA en Côte d'Ivoire, les 27, 28 et 29 juin 2013. Les objectifs visés étaient de valider le rapport d'état d'avancement d'activités à fin juin 2013, de réviser et re-planifier les activités du PTBA en tenant compte des contraintes de mise en œuvre, des opportunités et des recommandations de la mission de supervision du PROPACOM.

59. Avant ledit atelier, un consultant International spécialisé en S&E a été contractualisé pour apporter un appui à l'opérationnalisation du Système de Suivi-Evaluation (SSE) du projet. Il a animé une séance de mise à niveau de l'UCP sur la planification opérationnelle et a mis à disposition les outils nécessaires pour une utilisation optimale du système.

60. Au terme de cet atelier, le PTBA 2013 a été révisé et soumis à l'approbation du MINAGRI et du FIDA. Les principales activités (à processus) ont été désagrégées en tâches et programmées sur le dernier semestre de l'exercice. Un responsable pour le suivi de chaque tâche a été désigné.

61. Dans le cadre de ces mêmes recommandations, un dispositif de suivi renforcé de l'état d'avancement ainsi que des réalisations financières et physiques a été mis en place. Ainsi, en interne à l'UCP, des réunions hebdomadaires sont tenues et des programmes de travail élaborés pour chaque semaine.

62. Afin de permettre au MINAGRI et au FIDA de suivre les progrès réalisés (taux d'exécution physique et financier), un canevas de rapport mensuel a été proposé par la DGPPS. Ces rapports mensuels sont régulièrement produits et transmis au MINAGRI et au Point Focal du FIDA en Côte d'Ivoire pour pouvoir mesurer et apprécier l'avancement dans la mise en œuvre des activités prévues au PTBA.

63. **Amélioration des conditions de travail.** Du matériel, des équipements et fournitures techniques indispensables ont été mis à la disposition du personnel. Les travaux de construction en cours permettront d'améliorer davantage les conditions de travail.

64. Les problèmes d'électricité, d'étanchéité, de plomberie, connexion téléphonique ont été résolus par la signature de contrats locaux d'entretien et de maintenance au siège et dans les Antennes. Des groupes électrogènes restent à acquérir pour ne pas pénaliser le travail des équipes lors des coupures inopinées de courant.

65. **Gestion des véhicules et du carburant.** La gestion des véhicules et du carburant s'est améliorée. La consommation de carburant et les coûts de maintenance sont de plus en plus maîtrisés. Chaque véhicule affecté à un chauffeur dispose d'une carte de carburant rechargeable qui lui est dédiée avec l'activation de l'option « kilométrage ». Cette option permet d'afficher sur le reçu imprimé à chaque prise de carburant la consommation (litre au 100 km) par véhicule. Chaque véhicule dispose d'un carnet de bord qui est régulièrement rempli par les chauffeurs et des équipements de sécurité obligatoires (triangle de signalisation, roues de secours, trousse médical etc.). Par ailleurs, l'opérationnalisation des radios Codan est effective pour trois (3) véhicules sur un total de six (6) nouveaux véhicules. L'UCP a également acquis un logiciel de gestion du parc auto.

66. **Réhabilitation des bâtiments du siège.** Les bâtiments du siège ont été réhabilités et équipés, notamment en matériel informatique.

67. **Extension du siège à Bouaké.** Un prestataire a été recruté pour réaliser les travaux d'extension du siège comprenant six (06) nouveaux bureaux. Un contrôleur de travaux a été également recruté pour assurer le bon déroulement des travaux et la qualité des ouvrages.

68. **Pour améliorer la sécurité et l'éclairage du siège,** quatre (04) lampadaires ont été installés depuis mi-septembre 2013 ; la clôture en fil de fer barbelé sera également réalisée après la construction de la guérite.

69. **Personnel.** L'UCP est au complet. L'Agence Comptable a été installée. Elle est composée d'un (01) Agent Comptable, de deux (02) Assistants et d'un (01) Secrétaire. Toutefois, il reste à doter les Antennes de Bondoukou et de Korhogo de Régisseur. La procédure de leur nomination prend du retard au niveau du Ministère de l'Economie et des Finances mais des dispositions vont être prises pour accélérer cette procédure.

70. La mission recommande fortement à l'UCP de prendre toutes les dispositions nécessaires pour que, comme convenu avec la précédente mission de supervision, l'évaluation du personnel se déroule au plus tard en fin décembre 2013 comme condition préalable à la décision de renouvellement de leurs contrats.

## 2. Suivi-Evaluation

71. **Système de Suivi-Evaluation (SSE).** L'opérationnalisation de Système consiste à : (i) élaborer le Manuel des procédures du SSE du PROPACOM, (ii) réaliser les études de référence (SYGRI et situation de référence), (iii) mettre à la disposition des prestataires les outils de collecte de données, (iv) collecter des données, et (v) produire les rapports de S&E.

72. **Appui à l'opérationnalisation du Système de Suivi-Evaluation.** Le consultant international a supervisé l'élaboration du Manuel de Procédures du Système de Suivi-Evaluation qui a été approuvé le 25/07/2013 par le FIDA. Quant au S&E sectoriel, le Manuel du Programme National d'Investissement Agricole (PNIA), notamment volet Ministère de l'Agriculture, a été validé le 18/09/2013.

73. **Etablissement de la situation de référence.** L'étude d'établissement de la situation de référence, d'une durée de 60 jours, a été réalisée entre juillet et septembre 2013. Le rapport provisoire a été transmis le 17/09/2013 à l'UCP. Les résultats du rapport provisoire de l'étude ont été restitués le 18/10/2013 à Bouaké. La synthèse des observations de l'atelier de restitution ont été transmise le 25/10/2013 au prestataire pour la production du rapport final attendu pour mi-décembre.

74. **Enquête SYGRI.** Le consultant international recruté pour la supervision de l'enquête SYGRI a effectué la formation du personnel du prestataire national sélectionné par compétition sur la méthodologie de l'enquête. Le Responsable Suivi-Evaluation et les 3 Assistants Suivi-Evaluation ont également pris part à cette formation. L'enquête test de terrain a été réalisée dans le village de Djibi-Village (route d'Alepé). En raison de la similitude des zones d'intervention du PRAREP et du

PROPACOM, une seule enquête SYGRI a été réalisée pour les deux projets (détournée du 05 au 28 avril 2013 dans 30 villages sélectionnés. Les résultats ont été restitués le 20 juin 2013 à Bouaké sous la facilitation/modération du consultant recruté. Les résultats obtenus sont conformes dans leur tendance aux données de la littérature concernant la zone d'intervention du projet. Le rapport définitif a été transmis au FIDA le 22 juillet 2013..

75. **Informatisation du SSE.** L'appel d'offres pour l'informatisation du SSE s'est révélé infructueux et une communication dans ce sens a été adressée à la Direction Régionale des Marchés Publics (DRMP). Dans l'objectif d'accélérer la mise en œuvre du système nécessaire pour mesurer les bonnes performances du projet, la mission recommande que des mesures idoines soient prises, dans le respect des dispositions du code des marchés publics, afin de disposer d'une plateforme fonctionnelle pour le premier trimestre de 2014. Une «consultation informelle» pourrait être privilégiée sous réserve du coût estimé de la prestation. Dans ce cadre, les consultants ayant démontré une solide expérience dans la mise en place d'un SSE pour les projets FIDA dans la sous-région, seraient invités à soumettre des propositions.

76. La mission souligne que la plateforme devra être conçue de façon à pouvoir héberger plusieurs projets accessibles à travers la même interface web. De plus et en prévision de l'extension du PROPACOM à l'ouest, la base de donnée sera élaborée de telle sorte qu'elle soit en mesure de générer des rapports d'activités conjoints ou distincts (en référence au PROPACOM en cours au nord-est et à son extension à l'ouest).

#### **Extension du PROPACOM à l'ouest**

77. **Enquêtes de référence.** En septembre 2014, le projet d'extension du PROPACOM sera présenté au Conseil d'Administration du FIDA et permettra d'injecter 26 millions supplémentaires (50% prêt et 50% don) sur le PROPACOM en cours pour l'étendre à l'ouest du pays. Cette présente mission de supervision a été précédée par une première mission de formulation de cette extension avec une deuxième mission est programmée pour fin mars 2014. Afin de disposer d'une situation de base documentée, la mission recommande que les enquêtes de référence (SYGRI et socio-économique) soient réalisées au plus vite et qu'elles soient prises en charge sur les fonds du PROPACOM en cours. Ainsi, il est demandé à l'UCP de prendre les mesures adéquates pour réduire considérablement les délais contractualisation et de réalisation afin de permettre à la deuxième mission de formulation d'exploiter les constats faits sur le terrain dans la zone concernée. Dans ce contexte et dans le respect des seuils fixés par le code des marchés publics, une «consultation informelle» pourrait être envisagée avec les prestataires actuels en charge des enquêtes de référence du PROPACOM, sur la base de leur qualification. Une communication formelle sera dès lors envoyée à la Direction Régionale des Marchés Publics (DRMP) et une demande de NO sera adressée au FIDA motivant les contraintes de temps et illustrant l'importance capitale de disposer des informations de base avant la deuxième mission de formulation.

78. Le PROPACOM, qui s'inscrit directement dans la dynamique du PNIA (Programme National d'Investissement Agricole) a vu son cadre logique adapté pour assurer une cohérence avec les indicateurs du PNIA repris dans le manuel de suivi et évaluation PVM (PNIA-volet MinAgri). C'est dans cette optique que la mission suggère la participation de la DEP (Direction de l'Evaluation et des Projets) du Ministère de l'Agriculture dans la session de cadrage organisée au préalable avec les opérateurs en charge de l'enquête socio-économique.

79. **Diagnostic OPA.** La DNO pour le recrutement d'un prestataire chargé de la réalisation de l'état des lieux des OPA du secteur vivrier a été soumise au FIDA. Dans un souci de limiter les délais, les coûts et d'optimiser l'étude, la mission recommande de ne pas limiter l'appel d'offre relatif à cette DNO à la zone actuelle du PROPACOM mais de l'étendre à l'ouest ce qui permettra d'offrir aux consultants de la seconde mission de formulation une étude détaillée sur la réalité OPA dans la zone d'extension.

80. De plus, il est crucial que ce diagnostic ne se limite pas à un inventaire d'OPA dans les 2 zones d'intervention du PROPACOM mais plutôt qu'il inclue également l'évaluation du niveau de maturité de ces OPA, de leurs besoins ainsi que des mesures d'accompagnements nécessaires à l'atteinte du niveau de maturité supérieur.

81. **Bancarisation des OPA.** Au cours des discussions entretenues avec les OPA du secteur vivriers, une des principales difficultés rencontrées et exprimées de façon systématique restent la



bancarisation et l'accès au crédit. C'est donc à l'occasion de son extension à l'ouest que le PROPACOM va progressivement s'impliquer dans la mise en relation entre les OPA et les institutions financières qui seraient ainsi en mesure d'offrir des services financiers adaptés aux besoins du secteur agricole.

82. Ainsi et pour accompagner le PROPACOM actuel à s'adapter aux nouvelles modalités de financement dans le cadre de partenariat à nouer avec des institutions financières, la mission préconise la réalisation d'une étude sur les besoins en services financiers des opérateurs économiques au niveau des différents maillons de la chaîne de valeur des filières vivrières retenues ainsi que sur l'offre de services et produits à adapter ou développer par les institutions financières pour répondre de manière adéquates à ces besoins.

83. Dans le but d'améliorer l'accès de ses OPA aux finances rurales, le PROPACOM gagnerait à soutenir les institutions de micro-finance de sa zone dans leur stratégie de redressement. En ce qui concerne l'une d'entre-elles, précisément le RCMEC, l'UCP pourrait discuter avec l'Administrateur provisoire pour, au vu du plan de redressement du RCMEC, décider du type de coopération à avoir avec cette institution aux fins d'un appui aux OPA du projet..

### Recommandations sur la Composante 3: « Coordination, Gestion et Suivi-Evaluation »

Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
Mettre en place un programme prévisionnel des missions sur base trimestrielle qui sera communiqué à la DEP, au contrôleur financier et à l'agent comptable pour une meilleure planification des dépenses liées aux missions sur le terrain.	Coordonnateur	Au début de chaque trimestre à partir début Janvier 2014
Accélérer la finition de l'extension du bureau du siège et effectuer les travaux complémentaires dans les deux antennes pour conforter l'installation du personnel	RIR/ RAF	Mars 2014
Procéder systématiquement et chaque année, y compris l'année 2013, à l'évaluation de la performance du personnel sur la base des contrats de performance et des lettres d'objectifs comme condition à la reconduction des contrats.	DGPPS / Coordonnateur/ et Responsables de composantes	Février et Décembre de chaque année
Organiser, chaque année, une revue à mi-parcours des performances du personnel sur la base de leurs résultats et accomplissements par rapport au PTBA	DGPPS / Coordonnateur/ et Responsables de composantes	Permanent (Juillet de chaque année)
Exécuter les formations concernant les modules relatifs au suivi évaluation, à la planification opérationnelle, à la passation des marchés et à la méthodologie de rédaction des TDR ainsi que la prise en compte du genre.	Coordonnateur, RAF, RSE	A réaliser en début 2014 en commençant par la planification opérationnelle
Former de manière continue les chauffeurs en matière de sécurité routière, d'entretien préventif, de mécanique de base et d'utilisation de radio VHF.	UCP/Antennes	Janvier 2014
Activer les radios Codan des trois (3) véhicules restants du projet sur les fréquences du PNUD.	UCP/PNUD	Juin 2013
Organiser une rencontre entre le consultant et l'UCP pour achever et valider le manuel d'exécution	Coordonnateur/UCP	Janvier 2014
Faire l'acquisition de deux (2) groupes électrogènes pour l'UCP et l'antenne de Bondoukou.	RAF	1 <sup>er</sup> trimestre 2014

## Recommandations spécifiques pour le Suivi-Evaluation

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Avec l'approbation de la DRMP et l'ANO du FIDA procéder à une consultation informelle pour sélectionner les prestataires en charge des enquêtes SYGRI et socio-économique dans la zone du PROPACOM Extension Ouest en cours.	DGPPS/ UCP	15 décembre 2013
Inviter les responsables S&E de la DEP à participer à la séance de cadrage précédant l'enquête socio-économique.	UCP/DEP	Immédiat
Conduire une étude diagnostique sur les OPA du secteur vivrier dans les deux zones (ancien et nouveau PROPACOM)	RGOPA/UCP/ DGPPS	Juin 2014
Réaliser une étude sur les besoins en services financiers des OPA des filières vivrières retenues ainsi que sur l'offre de services et produits à adapter ou développer par les institutions financières pour répondre à ces besoins	UCP/ DGPPS	Février 2014
Prendre contact avec l'Administrateur provisoire pour, au vu du plan de redressement de RCMEC, décider éventuellement du type de coopération à avoir avec cette institution pour un appui aux OPA	UCP	Janvier 2014
Avec l'approbation de la DRMP et la NO du FIDA, procéder à une consultation informelle pour sélectionner le consultant qui sera en charge de l'informatisation du SSE du projet.	RSE/DRMP	Janvier 2014

## D. État d'avancement de l'exécution du projet

84. Le PROPACOM est à sa première année de mise en œuvre. La mission a noté que la principale difficulté liée à la planification des activités relevée lors de la dernière mission de supervision a été levée. A la révision du PTBA 2013, les délais d'exécution des activités ont été revus et corrigés pour tenir compte des goulots d'étranglement. Toutefois, une préoccupation en matière de passation des marchés subsiste eu égard au nombre relativement élevé d'appel d'offres infructueux. Une publicité plus large des avis d'appel d'offres constituerait un début de solution.

85. Concernant les activités de sensibilisation et l'information sur les domaines d'intervention du projet, une fiche d'identification des microprojets, ainsi qu'un guide de remplissage ont été élaborés et mis à la disposition des OPA, afin de recueillir les demandes d'appuis, au siège de l'UCP, dans les Antennes et les Zones ANADER. Un mécanisme de sélection a été élaboré et mis à la disposition des CRC. Une grille d'évaluation des demandes a été élaborée et validée par l'UCP.

86. Les séances d'information et de sensibilisation sur la stratégie et les domaines d'intervention du projet ont été réalisées au niveau des chefs-lieux de Région et de Département. Cette campagne d'information qui a été poursuivie par des actions de sensibilisation de proximité auprès des groupements et coopératives lors des différentes missions, sur la nécessité d'intégrer et d'impliquer les femmes et les jeunes dans les activités agricoles et la gestion des groupements et coopératives. Par ailleurs, il est prévu de poursuivre ces séances d'information et de sensibilisation au niveau des sous-préfectures et des villages avec l'appui de l'ANADER.

87. Les résultats de cette première série de séances d'information et de sensibilisation ont permis d'enregistrer plus de 400 demandes émanant de groupements et coopératives agricoles. Les résultats de l'analyse de ces premières demandes ont fait l'objet de mémo technique soumis à l'examen des CRC.

88. La mission a pu constater que plusieurs rencontres ont eu lieu entre l'UCP et des projets (WAAPP, PAIA-ID et APRAO/FAO) dans le cadre de la synergie et de la complémentarité des actions exécutées sur le terrain. Ainsi, l'UCP a bénéficié d'un don de 4 tonnes de semences de base de maïs par le WAAPP/PPAAO.

89. **Elaboration participative du PTBA.** Préalablement à la validation du PTBA de l'UCP par le Comité d'Orientation et de Pilotage (COP), les PTBA régionaux, qui le composent, doivent être soumis à l'arbitrage des Cadres Régionaux de Concertation (CRC). Ces CRC sont les organes de pilotage du projet au niveau local ; ils impliquent la participation des parties prenantes au projet (Autorités

Administratives, Elus locaux, représentants des producteurs, des transformateurs, des commerçants, etc.). Un arrêté ministériel modifiant l'arrêté de création des CRC a été pris le 04 juin 2013 sous le N°0004/MINAGRI/CAB.

90. Les premières sessions des CRC ont été organisées respectivement le 29 août 2013 pour le District du Zanzan à Bouna, le 19 septembre 2013 pour le District de la Vallée du Bandama à Bouaké et le 25 septembre 2013 pour le District des Savanes à Korhogo. Ainsi, les PTBA régionaux 2014 du PROPACOM ont été validés par les trois (03) CRC. Le PTBA 2014 consolidé du PROPACOM sera soumis à validation par le COP lors de sa session de décembre 2013.

#### Recommandations pour « l'Etat d'avancement de l'exécution du PROPACOM »

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Organiser en début d'année une réunion de planification et de responsabilisation et une revue à mi-parcours en juin (révision du PTBA) et une réunion d'évaluation en fin d'année (évaluation du PTBA)	RSE / RAF	Permanent (Janvier, Juin et Octobre de chaque année)
Lors de l'élaboration du PTBA de chaque année ou tout de suite après son approbation, définir, pour chaque activité de type processus, les différentes étapes qui la composent et leur attribuer un pourcentage pour pouvoir apprécier le taux d'exécution physique du PTBA	UCP	Permanent (Janvier de chaque année)
Continuer à organiser une réunion mensuelle sanctionnée par un rapport sur la mise en œuvre du PTBA (chronogramme et recommandations des missions de supervision) à soumettre à la DEP, au point focal FIDA et au FIDA	Coordonnateur/ RSE	Immédiat
Rédiger tous les TDR des prestataires de services nécessaires à la réalisation des activités du PTBA 2014	UCP	Fin Février 2014
Organiser en juin de chaque année un atelier d'évaluation des progrès réalisés et éventuellement de révision détaillée des activités et objectifs cibles du PTBA (avec son implication budgétaire).	COP/UCP/Antennes	Permanent (Juin de chaque année)
Commencer chaque année le processus de la préparation du PTBA au mois de septembre afin de le soumettre au COP et au FIDA au plus tard fin Novembre	Coordonnateur /UCP	Effet immédiat (à répliquer chaque année)

## E. Aspects fiduciaires<sup>3</sup>

91. L'appréciation globalement satisfaisante de la conduite des opérations administratives, financières et comptables du PROPACOM est la même que celle du PRAREP dans la mesure où le dispositif de gestion est unique pour les deux projets. Ainsi, les commentaires effectués au niveau de l'aide-mémoire du PRAREP, en matière de gestion des immobilisations et du personnel, restent valables pour le PROPACOM.

92. Renforcement des capacités. Les formations prévues en 2013 au profit de l'équipe du Projet non encore réalisées, seront reportées en 2014. Il s'agit notamment des modules relatifs au suivi/évaluation, à la planification opérationnelle, à la passation des marchés et à la méthodologie de rédaction des TDR. Il en sera de même pour la formation des chauffeurs en sécurité routière, entretien préventif et utilisation des radios VHF. Pour la bonne règle, il sera nécessaire de procéder à une revue interne d'appoint des documents de base du Projet notamment les manuels de procédures de gestion, d'exécution et de suivi/évaluation. Une mise à niveau technique du personnel concerné en matière d'utilisation des progiciels de base est également requise.

<sup>3</sup> Un état des lieux exhaustif des aspects fiduciaires du PROPACOM est disponible dans le Document de Travail 1 en annexe

93. Revue des antennes. La mission a fait le point des mesures arrêtées lors de la dernière supervision en matière de gestion fiduciaire des antennes. Du fait du retard enregistré dans la création des régies et la nomination des régisseurs des antennes de Korhogo/Bondoukou, lesdites mesures n'ont pas pu être mises en œuvre.

### **Gestion financière et Décaissements**

94. PTBA 2013. Le PTBA initial de 2013, de 2 215 749 600 FCFA, a fait l'objet d'une révision à la baisse en juin 2013 pour le ramener à 1 804 256 768 FCFA dont : 1 734 666 768 FCFA/FIDA (96,14%), 49 350 000 FCFA/Etat (2,74%) et 20 240 000 FCFA/Bénéficiaires (1,12%). Au 31/10/13, les réalisations sont de 1 149 327 508 FCFA, soit un taux d'exécution de 63,70%. Les taux par bailleur sont respectivement de : 63,30/ FIDA ; 79,39%/Etat et 59,40%/Bénéficiaires. Les taux d'exécution des deux composantes en cours d'exécution sont : 64,08%/composante « Amélioration de l'offre de produits agricoles » et 78,03%/composante « Coordination-gestion ». Par ailleurs les taux d'exécution des catégories mouvementées sont : 67,66%/ II « Equipement, moyens de transport, matériel et intrants »; 69,77%/ III « Etudes, formation, information, assistance technique »; 80,84%/ V « Salaires et indemnités » et 33,90%/ VI « Coût de fonctionnement ». Les prévisions de dépenses de novembre et décembre 2013, de 135 681 512 FCFA, vont porter le taux d'exécution du PTBA à 70,99%, pour des taux respectifs d'exécution de 69,01%/FIDA et 145,87%/ETAT.

95. PTBA 2014. Les principales articulations et données de base du PTBA 2014 en cours de finalisation ont été présentées à la mission. Pour cette année, le processus de remontée de la demande n'a pas été optimisé. Il sera nécessaire pour l'avenir d'élaborer un manuel de procédures de financement et de gestion des microprojets d'appui à la production agricole et à la commercialisation.

96. Performance financière des bailleurs. Les engagements initiaux des bailleurs exprimés en dollars pour la mise en œuvre du Projet sont d'un montant total de 28 965 600 USD dont 22 500 200 USD/FIDA ; 5 409 000 USD/Etat et 1 056 500 USD/Bénéficiaires. Au 31/10/13, les ressources mobilisées sont de 3 384 600 USD, soit 11,68% des engagements. Les taux par bailleur sont respectivement de 14,57%/FIDA, 1,49%/Etat et 2,34%/Bénéficiaires.

97. Décaissements/Don. Le registre des DRF/DPD comporte 04 demandes déjà payées entièrement par le FIDA (02 DPD et 02 DRF). Le montant total décaissé sur le don à la DPD n°4 est de 2 151 785,30 DTS sur une dotation initiale de 14 500 000 DTS, soit un taux de décaissement réel de 14,84%. En tenant compte de la DRF n°5 en cours de finalisation pour un montant provisoire de 219 801 930 FCFA/294 875,57 DTS, le taux de décaissement sera de 16,87%. Pour rappel, la dotation initiale du compte désigné a été effective le 30/01/13.

98. Compte Désigné. Au 31/10/13, la reconstitution du compte désigné donne un montant rapproché de 750 millions correspondant à la dotation initiale (aucun écart n'est constaté). Le solde du compte désigné est de 530 198 070 FCFA (318 473 795 FCFA/BNI-Abidjan et de 221 724 275 FCFA/ BNI-Bouaké). Le montant de la DRF n°5 en préparation est de 219 801 930 FCFA. Elle sera finalisée lorsqu'elle aura atteint le seuil d'élaboration de DRF d'environ 30% de l'allocation du compte désigné (225 000 000 FCFA).

99. Trésorerie du Projet. Le montant total de la trésorerie disponible en banque est de 553 113 470 FCFA dont 530 198 070 FCFA/FIDA et 22 915 400 FCFA/Etat. Le montant domicilié à Abidjan et géré par l'Agence Comptable de la Dette Publique est 318 473 795 FCFA/compte désigné FIDA/BNI. Les comptes ouverts à Bouaké gérés par l'Agent Comptable auprès du Projet sont créditeurs de 234 639 975 FCFA dont 211 724 275 FCFA/compte FIDA et 22 915 400 FCFA/compte trésor. A la même date, les dettes se chiffrent à : 27 187 010 FCFA dont 3 589 250 FCFA/FIDA et 23 597 760 FCFA/ETAT.

100. Contrepartie de l'Etat. Les prévisions en matière de contrepartie sur la durée du projet se chiffrent à 5 410 000 USD. Le budget de contrepartie notifié par le MEF au PROPACOM en 2013 s'élève à la contre-valeur de 101 534,02 USD, y compris les prévisions d'exonération de TVA. Les ressources mobilisées et mises à la disposition du projet, à ce titre sont de 80 603,27 USD représentant 79,39% du budget notifié et 1,49% des obligations de contrepartie sur la durée du projet.

101. Contribution des bénéficiaires. Elle a été estimée à 1 056 000 USD sur la durée du projet. La contribution valorisée au 31/10/13 et en cours de validation/approbation est 12 022 500 FCFA soit

24 735,41 USD représentant 59,40% du PTBA 2013 et 2,34% sur la durée du projet. Elle concerne essentiellement la contribution des OPA de production de maïs et de semences de maïs. La mission est d'avis qu'il est nécessaire de préciser les conditions et modalités relatives à la mobilisation et la valorisation de la contribution des bénéficiaires.

### **Dispositions de l'Accord de don**

102. Passation des marchés. Le plan de passation des marchés 2013 compte 33 éléments pour un montant total de 2 518 660 000 FCFA dont 08/fournitures (262 963 000 FCFA), 02/travaux (106 992 000 FCFA) et 23/Consultants (2 148 705 000 FCFA). Au 31/10/13, les marchés signés (29/1 888 476 000 FCFA) et en cours de signature (04/ 100 392 000 FCFA) totalisent un montant de 1 988 868 000 FCFA dont 06/fournitures (203 894 000 FCFA), soit 10,25% ; 03/consultants (1 695 519 000 FCFA), soit 85,25% et 02/travaux (89 455 000 FCFA) soit 4,50%. Le registre des contrats et le tableau du suivi de l'exécution physique et financière des contrats en cours, sont à jour. La mission a examiné 07 marchés et contrats pour un montant de 1 852 252 417 FCFA dont : 1 669 565 863 FCFA/Consultants (1 659 665 863/Convention de gré à gré ADDR et 9 900 000/Contrat d'entente directe SNPECI) ; 170 758 557/Fournitures (92 077 070 FCFA/AON AFICHEM SOFACO, 9 795 000 FCFA/AON CALLIVOIRE, 54 217 552 FCFA/entente directe UNOPS et 14 668 935 FCFA/entente directe AGOSOFT) et 11 927 997 FCFA/Travaux/consultation interne SIGT. L'examen de ces dossiers n'appelle pas d'observation particulière en ce qui concerne le respect des procédures nationales et de celles du FIDA. Les dossiers sont bien classés et comportent notamment, les autorisations et non objection de la DRMP et les ANO du FIDA.

103. Par ailleurs la mission a eu un entretien avec la DRMP et elle a pu se rendre compte de la qualité du suivi des dossiers assuré par cette structure de contrôle. La DRMP a demandé au Projet de lui faire le point de la suite à donner sur les appels d'offres infructueux. Elle a également rappelé la nécessité d'accélérer la numérotation des marchés/conventions avant la fermeture du SIGMAP en décembre. Enfin, la DRMP a invité le Projet à mieux appliquer l'arrêté n°201 du 21/04/10 portant «conditions de mise en œuvre de la concurrence informelle pour les dépenses inférieures au seuil de passation des marchés publics». Il s'agit des travaux effectués par la commission interne de passation des marchés de l'UCP.

104. Suivi financier des protocoles/conventions. La seule convention en cours de mise en œuvre est celle relative à l'Autorité pour le Désarmement la Démobilisation et la Réintégration (ADDR). Le montant total de la convention est de 1 659 665 863 FCFA, sur lequel une avance de démarrage de 40%, soit 663 866 345 FCFA, a été payée le 02/07/13. Cette convention qui n'était pas inscrite dans le PTBA de 2013, a été régularisée dans le PTBA révisé.

105. Etats Certifiés des Dépenses. Sur les 140 éléments relatifs aux ECD de la seule DRF n°3 payée à date, 42 ont été passés en revue. Il s'agit de : i) 05 items/catégorie III « Etudes, formation, information, assistance technique » ; ii) 32 items/catégorie V « salaires et indemnités » ; iii) 5 items/catégorie VI « fonctionnement ». L'examen s'est basé sur le seuil des ECD de 20 000 USD pour toutes les catégories dépenses avant l'amendement du 24/09/13. Cet examen a été facilité par la mise en place d'un classement spécifique des ECD relatifs à chaque DRF. La mission estime qu'à l'instar de ce qui avait été recommandé pour le PRAREP lors de la dernière supervision, il est nécessaire d'harmoniser et rationaliser la prise en charge des participants aux réunions du COP et aux différents ateliers (perdiem, transport, hébergement et restauration).

### **Comptabilité et Audit des comptes**

106. Comptabilité. Au 31/10/13, la comptabilité est à jour en ce qui concerne la prise en charge des opérations : imputations/saisies et validation des brouillards ; production des états comptables (grands livres général et analytique, balances générale et analytique). Par ailleurs, les rapprochements mensuels des trois (03) comptes du Projet sont également à jour. Il s'agit d'un (01) compte géré par l'Agence Comptable de la Dette Publique à Abidjan (CS/FIDA) ainsi que d'un (01) compte relais et d'un compte de contrepartie sous la responsabilité de l'Agent Comptable du PROPACOM à Bouaké. Au 31/10/13, il n'y a pas d'écriture en suspens de plus de 30 jours.

107. Audit des comptes. Le premier audit du projet va concerner les comptes arrêtés au 31/12/13 et sera effectué en 2014 en même temps que celui du PRAREP. A cet égard, le FIDA a donné sa non

objection pour la confirmation du cabinet KPMG qui avait réalisé l'audit des comptes 2012 du PRAREP, à condition qu'il soit clairement spécifié dans les termes de référence que le cabinet devra émettre trois opinions séparées, à savoir : i) l'opinion sur les états financiers ; ii) l'opinion sur les demandes de retrait de fonds et les états certifiés de dépenses ; iii) l'opinion sur l'utilisation du compte spécial.

108. Suivi de la dernière supervision. Le Projet a mis en œuvre l'essentiel des recommandations de la dernière mission de supervision. Les mesures convenues non encore satisfaites concernent notamment la nomination des Régisseurs régionaux, l'assurance multirisques des locaux et la pose d'extincteurs, la restitution au MINAGRI des immobilisations transférées du PPMS et la mise en œuvre des dispositions arrêtées en matière de gestion fiduciaire des antennes liée notamment à la nomination des Régisseurs.

109. Clôture et audit des comptes 2013. Le planning ci-après a été validé avec l'UCP :

- Inventaire des immobilisations : du 15 au 31/12/2013
- Arrêté de stock : 31/12/2013
- Justification et apurement des avances de toutes les activités achevées pendant la période de référence : 31/12/2013
- Production des états comptables : 28/02/2014
- Analyse des comptes et établissement des états financiers : 15/03/2014
- Transmission des états financiers au FIDA : 31/03/2014
- Audit des comptes avec rapport provisoire : du 1er au 30/04/2014
- Transmission du rapport définitif au FIDA : 15/05/2014.

#### Recommandations sur les « aspects fiduciaires »

Mesures Convenues	Responsabilités	Dates convenues
Réaliser les formations qui étaient prévues en 2013 pour l'équipe du projet et non encore effectuées.	COORD, RAF, RSE	31/03/14
Nommer les Régisseurs des Antennes du PRAREP/PROPACOM à Bondoukou, Bouaké et Korhogo	MINAGRI/MEF/PF	28/02/14
Elaborer un manuel de procédures de financement et de gestion des microprojets d'appui à la production agricole, à la commercialisation et à la transformation.	COORD, RGOPA, RTC, RRA	31/03/14
Finaliser la DRF n°5 en préparation dès que le seuil sera atteint.	RAF, CPT	15/12/13
Valider le montant de la contribution des bénéficiaires valorisée à date et préciser les conditions et modalités relatives à la mobilisation et la valorisation de cette contribution.	COORD, RRA, RSE, RAF	31/12/13
Faire un rapportage à la DRMP sur la situation des appels d'offres infructueux, accélérer le processus de numérotation des marchés/conventions avant la fermeture du SIGMAP en décembre et optimiser l'application de l'arrêté 201 du 21/04/10.	RAF, APM	31/12/13
Harmoniser et rationaliser la prise en charge des participants aux réunions du COP et aux différents ateliers (per diem, transport, hébergement et restauration), à l'instar de ce qui avait été recommandé pour le PRAREP lors de la dernière supervision.	COORD, RAF	Pour mémoire
Reconduire le cabinet KPMG pour l'audit des comptes 2013 en spécifiant dans les termes de référence que le cabinet devra émettre trois opinions séparées, à savoir : i) l'opinion sur les états financiers ; ii) l'opinion sur les demandes de retrait de fonds et les états certifiés de dépenses ; iii) l'opinion sur l'utilisation du compte spécial.	COORD, RAF	31/12/13
Respecter le planning de clôture et d'audit des comptes 2013 afin que le rapport soit transmis au FIDA au plus tard le 15 mai	COORD, RAF, CPT, AC, SECO	31/05/14

## F. Durabilité

- La stratégie de durabilité du PROPACOM met l'accent sur: (i) le ciblage des OPA basé sur des critères pertinents, leur professionnalisation et autonomisation à travers leur renforcement des capacités institutionnelles et économiques, (ii) l'appui-accompagnement à la valorisation et à la mise en marché, (iii) des appuis conditionnés à une contrepartie et une gestion durable, (iv) l'implication et le renforcement des structures nationales existantes et pérennes pour une offre de services de qualité et accessible, (v) la promotion de relations contractuels entre les acteurs en amont et aval des filières. Les effets et impacts attendus sur le long terme sont l'autonomisation et la professionnalisation OPA.
- Ainsi, pour mieux cerner les besoins en appui et en renforcement des capacités des OPA, le projet est sur le point d'engager des études portant sur l'identification des OPA, l'état des lieux de la valorisation et de la mise en marché des produits ciblés ainsi que l'évaluation des SIM.
- Dans une perspective de cohérence avec le PROPACOM-extension Ouest et d'une meilleure pérennisation des actions, le projet veillera à introduire progressivement dans sa stratégie de mise en œuvre les éléments suivants de durabilité:
  - L'approche « plan d'affaires », comme instrument de mesure de la pérennisation des activités, de recherche de financement auprès des institutions financières (IF), de responsabilisation/autonomisation des OPA ;
  - La contractualisation directe avec les partenaires/prestataires potentiels, comme outil d'autonomie, de responsabilisation et de renforcement des capacités des OPA. Toutefois, en vue d'un suivi efficace de l'UCP, une contractualisation tripartite OPA/UCP/ prestataires ou IF sera requise ;
  - Le principe d'une contribution des bénéficiaires comme conditionnalité au financement par le projet des équipements, intrants et infrastructures ;
  - La mise en relation des OPA avec les IF dans la perspective de leur bancarisation.

### Recommandations sur la « Durabilité » :

Mesures convenues	Responsabilités	Date convenue
Sensibiliser les OPA sur l'approche « plans d'affaires » en vue d'appuyer plus tard les OPA ciblées	RGOPA/RTC	1er trimestre 2014
Signer des contrats tripartites OPA/UCP/Prestataires pour la conduite des activités de renforcement de capacité	Coordonnateur/RGOPA/RRA/RTC	A partir de Janvier 2014
Examiner avec les IF la faisabilité d'une contractualisation tripartite OPA/UCP/IF en vue de la gestion des fonds de roulements pour les intrants, des dotations pour amortissement et entretien des équipements.	RGOPA / RTC /RAF/	Mars 2014

## G. Autres aspects

### Etablissement de Partenariats

- En référence à sa stratégie de «faire-faire», l'UCP a développé des partenariats avec : (i) des partenaires stratégiques qui ont une mission de service publique (CNRA, ONDR, ADDR, etc.) et (ii) des prestataires de services (entreprises privés, ONG, bureau d'étude, faïtières, coopératives, etc.) pour les opérations d'acquisition, de réalisation d'études et de formations spécifiques.
- Le projet a également entrepris des actions de partage de bonnes pratiques, de mise en cohérence stratégique et de synergie d'actions avec les projets financés par d'autres bailleurs de fonds, en l'occurrence, le Projet d'Appui aux Infrastructures Agricoles de l'Indénie Djiablin (PAIA-ID),

et le WAAPP. Ces échanges d'expériences et de collaboration devront être poursuivis et renforcer dans les domaines et avec les projets/programmes suivants :

- Le WAAPP: approvisionnement en semences de base, production de semences certifiées, et l'organisation de formation sur les itinéraires techniques.
- Les programmes de nutrition, de sécurité alimentaire et de pérennisation des cantines scolaires: production et commercialisation des produits agricoles par le projet (riz, maïs et les légumes).
- Le PROFIAB de la GIZ : techniques culturales de riz et d'oignon, renforcement des OPA, développement d'outils d'analyse des filières, et mise en réseau des acteurs des filières.
- L'AFD AFD – C2D - PARFACI - Projet d'Accélération de la Relance des Filières Agricoles en Côte d'Ivoire : en matière d'aménagement hydro agricoles et appui aux filières rizicole et maraîchère.

#### Recommandation sur les « autres aspects et Etablissement de Partenariats »

Mesures convenues	Responsabilités	Date convenue
Poursuivre la collaboration et les synergies avec le WAAPP et le GIZ en matière de production de semences certifiées, d'exploitation des unités de triage et de formation sur les itinéraires techniques	Coordonnateur / RRA/ RTC	1 <sup>er</sup> semestre 2014
Développer une collaboration avec la Promotion des filières agricoles et biodiversité (PROFIAB) de la GIZ dans les domaines de renforcement des OPA, d'analyse, de diagnostic des filières et de mise en réseau des acteurs des filières	Coordonnateur/RGOPA/RTC	1 <sup>er</sup> semestre 2014
Développer un partenariat avec le PARFACI de l'AFD-C2D dans les domaines de l'aménagement hydro agricoles et l'appui à la structuration des filières rizicole et maraîchères.	Coordonnateur/RGOPA/RTC	1 <sup>er</sup> semestre 2014
Définir les axes de collaboration avec les programmes de nutrition, de sécurité alimentaire et des cantines scolaires dans le cadre de la commercialisation des produits agricoles ciblés (maïs, riz, légumes)	Coordonnateur/ /RRA/RTC	1 <sup>er</sup> semestre 2014

#### Prise en compte du genre

- Pour la prise en compte du genre et des besoins des femmes et des jeunes dans les activités du PROPACOM, l'UCP a élaboré des critères de sélection des microprojets favorables aux OPA ayant parmi leurs membres des femmes et des jeunes; l'objectif à terme du projet est de cibler au moins 40% de femmes et de jeunes filles.

- Le projet a, par ailleurs, effectué une sensibilisation de proximité auprès des groupements et coopératives de producteurs sur la nécessité d'impliquer les femmes et les jeunes dans les organes de direction, ainsi que des séances de sensibilisation auprès des autorités et chefferies villageoises sur l'accès des groupements de femmes aux périmètres aménagés. Des formations en alphabétisation ciblant principalement les femmes et les jeunes sont prévues et le financement de microprojets d'insertion des jeunes déscolarisés et démobilisés dans les métiers agricoles et ruraux est envisagé par le projet.

- Pour une meilleure cohérence et impact de ces actions, l'UCP a rédigé une note d'orientation sur les procédures générales de prise en compte du genre dans les activités des projets PRAREP/PROPACOM et envisage l'élaboration d'une stratégie de communication en direction des femmes et des jeunes ruraux. Les activités spécifiques prévues dans le cadre de cette note d'orientation et de la stratégie de communication devront être prises en compte dans le PTBA 2014.



## Recommandations sur « la: Prise en compte du Genre »

Mesures convenues	Responsabilités	Date convenue
Poursuivre les séances de sensibilisation de proximité auprès des OPA, des autorités et des chefferies villageoises sur l'accès des femmes et des jeunes aux facteurs de productions, en particulier les périmètres aménagés.	Coordonnateur / RGOPA	Immédiatement
Mettre en œuvre les activités de communication en direction des femmes et des jeunes (en particulier les jeunes filles) en vue de la prise en compte effective de leurs besoins par le projet	Coordonnateur /RGOPA	1er semestre 2014
Démarrer les formations en alphabétisation des bénéficiaires du projet en ciblant prioritairement les femmes et les jeunes	Coordonnateur /RGOPA	1er semestre 2014
Prendre toutes les dispositions nécessaires pour un démarrage effectif de la convention ADDR relative à l'insertion des jeunes déscolarisés et démobilisés dans les métiers agricoles et ruraux (élaboration d'un plan de suivi, obtention d'un programme détaillé, décision sur les réallocations budgétaires demandées par le contractant etc.).	Coordonnateur/RGOPA /RSE/RAF	Décembre 2013

## H. Conclusion

118. Le projet a connu un démarrage lent du fait d'une programmation initiale pas assez fine des activités, même si effectivement les ressources sont arrivées avec un petit retard. Les leçons apprises par l'Unité de Coordination lors de la mise en œuvre du PRAREP devront être pleinement mises à profit pour que l'exécution du PROPACOM atteigne rapidement sa vitesse de croisière. A cet égard, la mise en œuvre du PTBA 2014 sera l'occasion de densifier les investissements au profit des bénéficiaires avec le double objectif d'obtenir des taux de réalisation physique et financière nettement significatifs.

119. Il convient de rappeler au Gouvernement la nécessité de tout mettre en œuvre pour mobiliser les ressources de la BOAD et de les transférer au PROPACOM en vue de réaliser les infrastructures du PRAREP et du PROPACOM.

120. Les propositions faites ou réitérées par la mission devront être mises en œuvre dans les meilleurs délais pour donner au projet une chance de s'exécuter convenablement et de contribuer à la capitalisation des acquis du PRAREP. Il s'agit notamment de la décentralisation de l'UCP, de renforcement des capacités en matière de commercialisation, d'amélioration continue du processus de planification et d'appui aux OPA.

121. Enfin, il est important que le PROPACOM s'inscrive dans une dynamique commerciale et de bancarisation des OPA ciblées dans des objectifs de professionnalisation, d'autonomisation et de pérennisation.

## Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du PROPACOM et notes attribuées

### Faits essentiels

Pays	Côte d'Ivoire	No. du projet	1589	No. du prêt/don DSF	8090
Projet	Projet d'appui au développement de l'agriculture et à la commercialisation			Prêt/don DSF suppl.	
Date de mise à jour	19/12/2013				
Inst. responsable de la supervision	IFAD/IFAD				
Nbre de Supervisions	3	Nbre de missions avancement de l'exécution/suivi	1		
Dernière Supervision	30/11/2013	Dernière mission avancement de l'exécution/suivi	15/12/2012		

% Taux de  
Million USD décaissement

Approbation	13/12/2011			Coût total	28.96	
Accord	16/03/2012	Délai d'entrée en vigueur	3.1	FIDA Total	22.50	
Entrée en vigueur	16/03/2012	Valeur PAR	-----	Prêt du FIDA		
Premier décaissement	30/01/2013			Don DSF	22.50	15
Examen à mi-parcours		Dernier amendement		Don FIDA		
Achèvement initiale	31/03/2018	Dernier audit		Financement national total	6.46	
Achèvement	31/03/2018			Beneficiaries	1.06	2
Clôture initiale	30/09/2018			Government (National)	5.41	1
Clôture	30/09/2018			Cofinancement total externes		
Nbre de prolongations	0					

### Notes concernant l'exécution du projet

B.1 Aspects fiduciaires	Précédente	Actuelle	B.2 État d'avancement de l'exécution du projet	Précédente	Actuelle
1. Qualité de la gestion financière	4	5	1. Qualité de la gestion du projet	3	3
2. Acceptabilité du taux de décaissement	3	3	2. Exécution du S&E	3	4
3. Fonds de contrepartie	4	3	3. Cohérence entre le PTBA et l'exécution	3	3
4. Conformité à l'accord de financement	4	4	4. Prise en compte de l'équité hommes-femmes	4	3
5. Conformité aux règles de passation des marchés	3	4	5. Lutte contre la pauvreté	4	3
6. Qualité et ponctualité des audits	4	4	6. Efficacité du ciblage	4	3
			7. Innovation et leçons apprises	4	3
			8. Prise en climat et environnement		3

B.3 Produits et réalisations	Précédente	Actuelle	B.4 Durabilité	Précédente	Actuelle
------------------------------	------------	----------	----------------	------------	----------

1. amélioration de l'offre de produits agricoles	4	3	1. Renforcement des institutions (organisations, etc.)	4	3
2. valorisation et mise en marche	4	3	2. Autonomisation	4	3
			3. Qualité de la participation des bénéficiaires	4	3
			4. Adaptabilité des prestataires de services	4	3
			5. Stratégie de désengagement (préparation et qualité)	4	4
			6. Possibilité réplique à plus grande échelle	4	4

#### B.5 Justification des notes

L'UCP est opérationnelle mais pas encore dotée d'un manuel des procédures de financement des micro-projets lui permettant d'être efficace dans le ciblage des OPA bénéficiaires. Toutefois, les outils de mise en œuvre dudit manuel sont pour la plupart disponibles (fiches d'expression des besoins, mécanisme de pré-sélection, grille d'évaluation des micro-projets, etc.). Le Suivi-Evaluation est opérationnel mais la validation du Manuel des procédures de S&E reste à faire. Les études de références sont terminées et la désagrégation des activités en tâches pour assurer un suivi rapproché de la mise en œuvre achevée. Les principaux partenaires alimentent la base de données. Le projet s'articule mieux autour des exigences exprimées par la DR des Marchés Publics et assure une bonne qualité du suivi des dossiers de passation des marchés. Une communication plus soutenue reste à établir. Les fonds de contrepartie sont disponibles avec parfois des retards malgré une certaine régularité dans la mise à disposition des fonds. N'ayant pas encore atteint sa vitesse de croisière, le PROPACOM ne peut se vanter d'agir sur la pauvreté ni de prendre en compte les aspects climatiques et environnement. L'arrivée du PROPACOM-extension Ouest et son financement ASAP permettra d'adresser ceci. Il en est de même sur l'approche équitable hommes/femmes ainsi que pour les leçons apprises. Avec un PTBA 2013 essentiellement composé d'études et de très peu de micro-projets financés, les deux composantes n'ont pas encore eu l'occasion d'avoir un impact positif sur les OPA cibles. De ce fait, les produits et réalisations, ainsi que tous les facteurs de durabilité, n'ont pas encore fait l'objet de mise en œuvre à proprement dire. Quant au désengagement, l'emphasis sur les OPA comme point d'entrée prépare les conditions de pérennisation et de répliquabilité au niveau géographique et agronomique (avec d'autres spéculations).

### Évaluation globale et profil de risque

	Précédente	Actuelle
C.1 Actifs physiques/financiers	4	3
C.2 Sécurité alimentaire	4	3
C.3 Qualité de l'amélioration des actifs naturels et la résilience climatique	4	3
C.4 Avancement globale de l'exécution (Sections B1 et B2)	4	3

#### Justification des notes sur l'avancement globale de l'exécution

Le projet étant en démarrage, les actifs physiques/financiers ne peuvent être encore appréciés. La plupart des études préalables permettant d'orienter l'exécution des activités de terrain est au stade de démarrage. Plus spécifiquement, la mission a recommandé de réaliser en lieu et place de « l'état des lieux des OPA » une « étude diagnostique des OPA dans la zone du projet ». De plus, elle a attiré l'attention de l'UCP sur la nécessité de conduire à bon terme les études relatives à la diversification des systèmes de production, à la protection des sols et à la préservation de l'environnement.

C.5 Probabilité de réalisation des objectifs de développement (section B 3 et B4)	4	3
---	---	---

#### Justification des notes sur les objectifs de développement

Les études prévues au PTBA 2013 accusent globalement un retard dans leur exécution. Toutefois, la dynamique de planification détaillée des activités, l'opérationnalisation des outils du Système de Suivi-Evaluation et l'appui-accompagnement du Ministère de l'Agriculture sont des atouts pour la réalisation des produits escomptés.

C. 6	<b>Risques</b> Description succincte des principaux risques concernant chaque section ainsi que de leur impact sur la réalisation des objectifs de développement et la durabilité des résultats
Aspects fiduciaires	La récurrence des appels d'offres infructueux pourrait perturber le rythme de l'exécution financière. Le retard dans la nomination des régisseurs peut influencer l'exécution des activités dans les antennes
Avancement de l'exécution du projet	La non insertion des OPA dans une dynamique commerciale et d'accès au financement des IF constitue un risque à l'atteinte des objectifs du projet. La non optimisation du dispositif organisationnel y compris le défaut d'autonomisation des Antennes pourrait compromettre la qualité et la performance des interventions dans leurs zones respectives. L'absence du Manuel d'exécution et intégrant les procédures de financement des micro-projets pourrait affecter la mise en œuvre intégrale du projet.
Produits et réalisations	Les principaux risques à la réalisation des produits sont : Amélioration de l'offre de produits agricoles • La mauvaise répartition et l'insuffisance des pluies • L'inefficacité du dispositif de reconstitution des fonds intrants et l'absence de dotations aux amortissements (équipements et matériels) • Absence de contribution des bénéficiaires au financement des micro-projets Valorisation et mise en marché • L'opérationnalisation insuffisante des mini-rizeries
Durabilité	Les principaux risques pour la durabilité des actions du projet sont : • Le faible niveau de structuration et d'organisation des OPA • Le manque de fiabilité des informations collectées et diffusées sur le marché • La faible adhésion des OPA aux stratégies de pérennisation des actions du projet • Le faible niveau de structuration et d'organisation des OP • La mauvaise perception du mécanisme de reconstitution des fonds intrants.

## Suivi proposé

Question/problème	Mesure Recommandée	État de calendrier	État d'avancement
Système de Suivi-évaluation	Poursuivre le renforcement de l'UCP en matière de suivi-évaluation. Mettre en œuvre la feuille de route réalisée dans le cadre de l'atelier FIDA en SE de décembre 2013.	Entre janvier et juin 2014	En cours
Gestion administrative et financière	Renforcer les capacités de l'UCP et de ses antennes en matière de passation des marchés	Entre janvier et juin 2014	néant
Valorisation de la production	Améliorer le ciblage des OPA en aval de la filière S'inscrire dans une dynamique commerciale et de bancarisation des OPA ciblées pour assurer professionnalisation, autonomisation et pérennisation	Continu	En cours
Profil de risque	Renforcer l'autonomisation des antennes avec l'installation de régisseurs en leur sein.	Entre janvier et juin 2014	En cours

### Observations supplémentaires

Au vue de l'avancement global de l'exécution du projet et de sa probabilité de réaliser les objectifs de développement à ce jour, le PROPACOM risque d'être classé parmi les projets à risque lors de l'exercice de revue des portefeuilles de la division qui se tiendra à la fin du premier semestre 2014. Une telle classification est malheureusement la première étape vers une éventuelle clôture anticipée du projet. Un PTBA 2014 ambitieux devra donc faire l'objet d'un suivi rapproché des performances des opérateurs et d'appuis ponctuels dans sa mise en œuvre afin d'assurer un état d'avancement satisfaisant d'ici la prochaine mission de supervision. Ces mesures devraient ainsi permettre le financement de son extension à l'ouest (dont l'approbation par le Conseil d'Administration du FIDA est prévue pour septembre 2014) sans complication.

## Appendice 2: Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits

Résumé descriptif	Indicateurs objectivement vérifiables (* Indicateurs SYGRI)	Sources d'information	Risque/hypothèses
<b>1. Objectif général</b>			
Contribuer à la réduction de la pauvreté rurale et stimuler la croissance économique dans les régions du Poro, de la Bagoué, du Tchologo, du Gbêkê, du Hambol, du Gontougo et du Bounkani)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- la prévalence de la malnutrition chronique des enfants de moins de 5 ans passe de 35% à 30% dans les régions ciblées *</li> <li>- l'indice d'accumulation de biens a augmenté d'au moins 5% pour 30% des ménages ciblés dans les régions ciblées *</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Enquêtes de référence<sup>4</sup></li> <li>- Enquêtes sur le niveau de vie des ménages (ENV)</li> <li>- Enquêtes du PAM, de l'UNICEF, du PNUD</li> <li>- Statistiques nationales et enquêtes de référence</li> </ul>	
<b>2. Objectif de développement</b>			
Contribuer à améliorer durablement la sécurité alimentaire et le revenu des populations des zones du projet à travers l'accès des petits producteurs à des services de production efficaces, à des technologies appropriées et aux marchés	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 25 000 ménages, soit 175 000 bénéficiaires directs, sont touchés par le projet (par genre et classe d'âge) *</li> <li>- Le % de ménages au-dessus du seuil de vulnérabilité alimentaire passe de 15% à 30% *</li> <li>- les revenus additionnels des ménages ciblés tirés des filières appuyées passent de 305 856 CFA à 351 734 CFA (soit une augmentation de 15 % par genre et classe d'âge)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Enquête SYGRI</li> <li>- Suivi-Evaluation du PNIA</li> <li>- Rapport d'évaluation d'impact à mi-parcours et de fin du Projet</li> <li>- Statistiques nationales</li> </ul>	Stabilité socio-économique du pays
<b>3. Résultats et Produits</b>			
<b>Composante 1 : appui à l'amélioration de la production durable</b>			
<p><b>Résultat 1</b> : l'accès aux facteurs de production et aux innovations technologiques améliorent les conditions de production</p> <p><u>Produit 1</u> : Les producteurs ont un accès plus facile aux facteurs de production (intrants et équipement/ mécanisation des travaux agricoles)</p> <p><u>Produit 2</u> : Les producteurs ont un accès plus facile aux services de conseil agricole et de gestion</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- au moins 30% des OPA ciblées (198) autofinancent leurs besoins annuels en intrants</li> <li>- 30% des producteurs ont adopté au moins une technologie conseillée par le projet (par genre et classe d'âge)</li> <li>- les rendements du riz bas-fonds passent de 1,8 à 6 t/ha pour au moins 30% des bénéficiaires</li> <li>- au moins 30% des bénéficiaires ont un rendement qui passe de 2,47 à 20 t/ha pour le oignon, de 3,1 à 20 t/ha pour le tomate et de 2,04 à 20 t/ha pour le chou</li> <li>- les rendements du maïs passent de 1,4 à 2,75 t/ha pour au moins 30% des bénéficiaires</li> <li>- au moins 50% des OPA (330) ont accès aux services de conseils mis en place *</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Suivi-Evaluation du PNIA</li> <li>- Rapport d'évaluation d'impact à mi-parcours et de fin du Projet</li> <li>- Statistiques nationales</li> <li>- Rapports des prestataires</li> <li>- Rapports de Suivi-Evaluation</li> <li>- Revue à mi-parcours</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Constitution des fonds d'amortissement et des fonds de fonctionnement</li> <li>- Prestataires de services de qualité disponibles</li> </ul>

<sup>4</sup> Les enquêtes de référence se réfèrent aux enquêtes SYGRI et une enquête socio-économique inhérente aux objectifs clés du projet

Résumé descriptif	Indicateurs objectivement vérifiables (* Indicateurs SYGRI)	Sources d'information	Risque/hypothèses
<b>Résultat 2</b> : Des infrastructures et l'accès aux facteurs de production et aux innovations technologiques améliorent les conditions de production	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 2 000 ha de bas-fonds réhabilités</li> <li>- 500 ha de nouveaux bas-fonds aménagés</li> <li>- 90 ha de périmètres maraîchers sous irrigation localisée réalisés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapports des prestataires</li> <li>- PV de réception des ouvrages</li> <li>- Revue à mi-parcours</li> </ul>	Formalisation des arrangements fonciers ; l'entretien des barrages est assuré
<b>Composante 2 : valorisation et mise en marché</b>			
<b>Résultat 3 (PROPACOM)</b> : l'environnement post-récolte valorise la production <u>Produit 3</u> : Des infrastructures sont réalisées pour faciliter l'accès au marché <u>Produit 4</u> : Les technologies et les équipements de post-récolte sont disponibles  <b>Résultat 4 (PROPACOM)</b> : les OP sont dans une dynamique de professionnalisation et d'autonomisation <u>Produit 8</u> : les OPA sont de plus en plus professionnelles et sont capables de fournir des services à leurs membres	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 60 km de pistes rurales sont réhabilités *</li> <li>- 300 villages, 2 400 ha de bas-fonds et 300 marchés désenclavés</li> <li>- 27 magasins de stockage, groupage et de hangars de conditionnement sont utilisés*</li> <li>- 12 unités de transformation (de riz et de maïs) sont utilisées</li> <li>- 75% des producteurs soutenus ont accès à des installations de transformation et/ou de stockage dans les zones ciblées</li> <li>- 25% des producteurs formés ont adopté des technologies améliorées de conservation, transformation et/ou commercialisation*</li> <li>- au moins 30% des OPA atteint le niveau de maturité de 2</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapports des prestataires</li> <li>- Rapports de suivi-évaluation</li> <li>- Rapports de S-E</li> <li>- Rapports des OPA</li> <li>- Rapports des ateliers d'auto-évaluation participative</li> <li>- Rapports mensuels des agents d'appui-conseil</li> <li>- PV de réception des travaux</li> <li>- Rapports de suivi des OPA</li> <li>- Base de données des OPA</li> <li>- Liste des membres des OPA</li> <li>- Diagnostic des OPA en PY1, PY3 et PY5</li> <li>- Rapports mensuels des agents d'appui-conseil</li> </ul>	

## Appendice 3a: Mesures à adopter de la précédente mission de supervision

### Composante 1 : Amélioration de l'offre de produits agricoles

Mesure convenue	Etat d'avancement	Responsabilité	Date convenue
Prendre les dispositions utiles pour une mise en œuvre effective du mécanisme de reconstitution du fonds intrant tel que prévu dans le document de pré-évaluation	En cours. Des séances d'informations ont eu lieu avec les organisations de producteurs de juin à juillet pour l'ouverture des comptes dans les institutions financières.	RRA	Immédiat
Apporter un appui en terme de stratégie et de recherche de possibilités de stockage avant les récoltes aux producteurs semenciers pour la commercialisation du surplus de production par rapport aux besoins du projet et de suivre de près le stockage des semences (en tenant compte des disponibilités de l'ONDR et de l'étude financée par l'UEMOA)	En cours. Avec l'aide des chefs de zone ANADER, des magasins ont été identifiés. Les besoins en équipements de ces magasins ont été exprimés et déposés chez le RAF pour acquisition. De ces magasins, seul celui de Bondoukou nécessite des travaux de réhabilitation mineurs. Le superviseur d'antenne de Bondoukou devra organiser une consultation restreinte sur place pour choisir un prestataire local.	RTC/RRA	Juillet 2013
Mieux planifier et accélérer les acquisitions d'intrants en rapport avec le calendrier cultural.	Réalisé pour le PTBA 2013 révisé	RRA/APM/RAF	Permanent
Planifier la réalisation des études d'identification et les études techniques des sites de telle sorte à disposer des résultats au plus tard en octobre 2013 pour servir à l'élaboration du PTBA 2014	En cours. Le processus de recrutement des prestataires est en cours (DANO sera envoyée au FIDA).	RRA/APM	Octobre 2013
Accélérer le processus de mise en œuvre de l'achèvement des travaux complémentaires des périmètres du PPMS et sélectionner les sites de promotion du système goutte à goutte	En cours. L'évaluation des travaux complémentaires des périmètres a été effectuée, de même que la sélection des sites de promotion du système goutte à goutte. Les travaux seront réalisés sur les ressources du PROPACOM.	RRA/UCP	Juin 2013

### Composante 2 : Valorisation et mise en marché

Mesure convenue	Etat d'avancement	Responsabilité	Date convenue
Procéder à l'actualisation du répertoire des innovations technologiques afin de permettre au projet et à ses partenaires d'opérer des choix réalistes conformes aux besoins du terrain avec la participation des bénéficiaires.	En cours. L'UCP vient de recevoir l'ANO de la DRMP et a adressé une DANO au FIDA le 18/11/2013 sur le choix du prestataire.	RTC/UCP	Juin 2013
Faire un état des lieux de la valorisation des produits et de leur mise en marché	En cours. L'UCP vient de recevoir l'ANO de la DRMP et a adressé une DANO au FIDA le 18/11/2013 sur le choix du prestataire.	RTC/Consultant	Juin 2013

Mesure convenue	Etat d'avancement	Responsabilité	Date convenue
Accélérer la réalisation de l'évaluation des SIM et l'opérationnalisation des SIM retenus	En cours. ANO DRMP reçu, marché est en cours de finalisation.	RTC/Consultant	31 juillet 2013
Poursuivre les discussions avec l'URPCI pour aboutir à des contrats de diffusion de l'information commerciale sur la disponibilité des semences de qualité	En cours. Des séances de travail ont eu lieu avec les radios de proximité de la zone du projet. Une note d'orientation a été rédigée. Les contrats avec les radios ont été élaborés. La difficulté se situe au niveau des radios ; aucune de celles-ci ne dispose d'attestations de régularité fiscale et sociale. Des démarches sont en cours au niveau des Impôts pour trouver une solution. Se rapprocher de la radio nationale pour trouver une solution alternative.	RTC/Coordonnateur	Juin 2013

### Composante 3 : Coordination, Gestion et Suivi-Evaluation

Mesure convenue	Etat d'avancement	Responsabilité	Date convenue
Négocier avec l'agent comptable et le contrôleur financier les modalités de paiement des frais de mission pour payer 80% de ces frais au départ des missions ; les autres 20% ne seront payés que sur présentation du rapport de mission	Réalisé	Coordonnateur /FIDA	Juin 2013
Mettre en place un programme prévisionnel des missions sur base trimestrielle qui sera communiqué à la DEP, au contrôleur financier et à l'agent comptable pour une meilleure planification des dépenses liées aux missions sur le terrain	Non réalisé. A réaliser en 2014.	UCP	Juillet 2013
Offrir une formation à l'équipe en charge de la gestion du parc automobile et l'utilisation d'un logiciel simple de gestion du carburant et de maintenance des véhicules (à acquérir)	Réalisé du 09 au 11 octobre 2013	UCP	Juillet 2013
Prévoir des formations pour les chauffeurs pour une conduite avisée et l'acquisition de compétences mécaniques de base ainsi que d'un plan de carrière pour le personnel d'appui	Non réalisé. A réaliser en 2014.	UCP/URC	Juillet 2013
Activer les radios Codan des véhicules du projet sur les fréquences du PNUD	Réalisé pour 3 véhicules.	UCP/PNUD	Juin 2013
Organiser un atelier de planification/ actualisation du PTBA 2013 et le faire valider par le COP	Réalisé	Coordonnateur /UCP	Avant fin juillet 2013
Organiser une réunion de planification et de responsabilisation en début d'année (début de la mise en œuvre du PTBA), une réunion de revue à	Réalisé pour revue à mi-parcours en juin (révision du PTBA)	UCP	Immédiat



mi-parcours en juin (révision du PTBA) et une réunion d'évaluation en fin d'année (évaluation du PTBA)	Les autres aspects sont non échus		
Organiser une réunion mensuelle sanctionnée par un rapport sur la mise en œuvre du PTBA (chronogramme et recommandations des missions de supervision) à soumettre à la DEP, au point focal FIDA et au FIDA	Réalisé	Coordonnateur /UCP	Immédiat
Réaliser l'extension du bureau du siège pour conforter l'installation du personnel et effectuer les travaux complémentaires dans les antennes	Les travaux d'extension du bureau du siège ont débuté au début d'octobre 2013	Coordonnateur, RAF	31/08/13
Procéder à l'évaluation de la performance du personnel sur la base des contrats de performance et des lettres d'objectifs 2013.	Non encore échu	Coordonnateur	31/12/13
Organiser une évaluation du personnel à mi-parcours sur la base de leurs résultats et accomplissements par rapport au PTBA	Contrats de performance et lettres d'objectifs 2013 réalisés. Non échu pour l'évaluation	Coordonnateur	Juillet 2013
Organiser un atelier de « team building » en relation avec la FRAO dans le cadre du PRCG/FIDA	Réalisé	Coordonnateur/ FRAO	31/08/13
Exécuter les formations concernant les modules relatifs au suivi évaluation, à la planification opérationnelle, à la passation des marchés et à la méthodologie de rédaction des TDR	Non réalisé. A réaliser en début 2014 en commençant par la planification opérationnelle	Coordonnateur, RAF, RSE	30/09/13
Former les chauffeurs en sécurité routière, entretien préventif et utilisation de radio VHF	Non réalisé. A réaliser pour 2014	Coordonnateur, RAF	30/09/13
Procéder à une revue interne des documents de base du projet, notamment le manuel de procédures de gestion et assurer une mise à niveau technique du personnel concerné en matière d'utilisation de TOMPRO	Réalisé.	Coordonnateur /Equipe du Projet	30/09/13
Finaliser et/ou Rédiger tous les TDR des prestataires de services nécessaires à la réalisation des activités du PTBA 2013 et de lancer le processus de recrutement des prestataires	Réalisé	UCP	Au plus tôt
Durant l'atelier de révision du PTBA, définir, pour chaque activité de type processus, les différentes étapes qui la composent et leur attribuer un pourcentage pour pouvoir apprécier le taux d'exécution physique du PTBA	Réalisé	RSE	Juin 2013
En marge de l'atelier sur la révision détaillée du PTBA, re-paramétrer TOMPRO pour que le système comptable soit aligné sur les activités du projet	Réalisé du 09 au 11 octobre 2013	UCP	Juin 2013
Commencer le processus de la préparation du PTBA 2014 au mois d'août 2013 afin de le soumettre au COP au plus tard fin Novembre 2013 (à répliquer chaque année)	En cours.	Coordonnateur /UCP	Effet immédiat

#### E. ASPECTS FIDUCIAIRES

Mesures Convenues	Etat d'avancement	Responsabilités	Dates convenues
Compléter le dispositif du transfert en capital par la création de régie et la nomination de régisseurs	En cours. Des courriers de nomination des régisseurs ont été adressés au MEF	MINAGRI/MEF/PF	30/06/13

Mesures Convenues	Etat d'avancement	Responsabilités	Dates convenues
auprès des antennes régionales de Korhogo et de Bondoukou.			
Procéder à la réception définitive des bâtiments de Bouaké et de Bondoukou	La réception définitive des bâtiments interviendra le 06 février 2014 pour Bouaké et le 18 février pour Abengourou	Coordonnateur /RAF/Entreprises	06/08/13/ Bouaké 18/08/13/Bondoukou
Contracter une police d'assurances multirisques pour les locaux du siège et des antennes (contenant et contenu)	Prospection en cours	Coordonnateur, RAF, APM	30/09/13
Installer des extincteurs au niveau des locaux (siège et antennes) et procéder au contrôle des installations par SECUREL	Le contrôle des installations par SECUREL a été réalisé le 07/10/13 L'UCP œuvre à la levée des réserves	Coordonnateur, RAF, Prestataire	31/08/13
Restituer, le moment venu, au MINAGRI les immobilisations transférées du PPMS au PROPACOM/PRAREP	Non réalisé	Coordonnateur, RAF	Pour mémoire
Inviter au siège la compagnie d'assurance maladie pour informer le personnel sur les conditions et modalités de prise en charge ; renégocier le coût de la police d'assurance maladie ; intégrer dans la prise en charge les quatre (4) agents de l'agence comptable et les Responsables Genre/OPA et Infrastructures	En négociation avec la compagnie de courtage d'assurance ASCOMA. Une rencontre a eu lieu au siège du projet le 20 septembre 2013	RAF	30/06/13
Mettre en œuvre les taux de perdiem fixés dans l'arrêté 143 MINAGRI/MEF (avec une amélioration de la catégorie « autres agents » de 15 000 à 20 000 FCFA) en lieu et place du DSA unique du PNUD qui est en cours	Réalisé	Coordonnateur, RAF	30/06/13
Mettre en œuvre les dispositions arrêtées en matière fiduciaire dans le cadre de la gestion des antennes	En cours. En attente de la nomination des régisseurs	Coordonnateur, RAF, SUP, SECO	30/06/13
Intégrer dans les prévisions du PTBA 2013 du PROPACOM la contribution des bénéficiaires et la convention ADDR	Réalisé	Coordonnateur, RAF, RSE, RRA, RGOPA	Immédiat
Finaliser et soumettre la DRF n°03 en préparation au niveau de l'UCP	Réalisé	Coordonnateur, RAF, CPT	31/05/13
S'assurer à tout moment que la commission interne de passation des marchés est présidée par le RSE conformément aux dispositions du manuel de procédures	Réalisé	Coordonnateur, RAF, RSE, APM	Pour mémoire
Assurer la mise à jour de la comptabilité arrêtée au 31/05/13	Réalisé	RAF, CPT, PF	15/06/13
Organiser une évaluation du personnel à mi-parcours	Non réalisé. Contrats de performance et lettres	Coordonnateur	Juillet 2013

Mesures Convenues	Etat d'avancement	Responsabilités	Dates convenues
sur la base de leurs résultats et accomplissements par rapport au PTBA	d'objectifs 2013 réalisés.		
Activer les radios Codan des véhicules du projet sur les fréquences du PNUD	Réalisé pour 3 véhicules.	UCP/PNUD	Juin 2013
Organiser un atelier de team-building	Réalisé	Coordonnateur	Juillet 2013
Rédiger tous les TDR des prestataires de services nécessaires à la réalisation des activités du PTBA 2013	Réalisé	UCP	Au plus tôt
Organiser un atelier de révision détaillée des activités et objectifs cibles du PTBA 2013 (avec son implication budgétaire) et définir les objectifs de pré-évaluation du projet	Réalisé	UCP/URC	Juin 2013
Durant l'atelier de révision du PTBA, définir, pour chaque activité de type processus, les différentes étapes qui la composent et leur attribuer un pourcentage pour pouvoir apprécier le taux d'exécution physique du PTBA	Réalisé	RSE	Juin 2013
En marge de l'atelier sur la révision détaillée du PTBA, re-paramétrer TOMPRO pour que le système comptable soit aligné sur les activités du projet	Réalisé du 09 au 11 octobre 2013	UCP	Juin 2013
Commencer le processus de la préparation du PTBA 2014 au mois d'août 2013 afin de le soumettre au COP au plus tard fin Novembre 2013 (à répliquer chaque année)	Réalisé avec l'organisation des sessions des CRC. Le PTBA 2014 sera soumis au FIDA avant fin décembre 2013	Coordonnateur/ UCP	Effet immédiat

## G. AUTRES ASPECTS

### Etat des lieux et appréciation des niveaux d'exécution des conventions et marchés

Mesure convenue	Etat d'avancement	Responsabilité	Date convenue
Finaliser dans les meilleurs délais les TDR et les DAO en cours de rédactions et de lancer le processus de recrutement des prestataires	Réalisé	Coordonnateur /UCP	30 juin 2013
Travailler en étroite collaboration avec la Direction Régionale des Marchés Publics en ce qui concerne l'élaboration des DAO et l'approbation rapide des marchés	Réalisé	Coordonnateur /APM/UCP	Permanent

### Prise en compte du genre

Mesure convenue	Etat d'avancement	Responsabilité	Date convenue
Privilégier la sélection de groupements de producteurs permettant de cibler au moins 40% de femmes et de jeunes filles	Réalisé	RGOPA/RRA/ Prestataire	Permanent

Développer une stratégie de communication ciblée et poursuivre les séances d'information/sensibilisation au niveau sous-préfecture et village pour atteindre les femmes et les jeunes en milieu rural	En cours. Le consultant a été sélectionné. Le processus de recrutement du prestataire est en cours	RGOPA/UCP	mi-juillet 2013
---	--	-----------	-----------------

## Appendice 3b: Récapitulatif des principales mesures à prendre en compte dans les délais convenus

Domaine d'action	Mesure convenue	Responsabilité	Date
<b>Avancement de l'exécution du projet</b>			
<b>Composante 1 : Amélioration de l'offre de produits agricoles</b>	S'inscrire dans une logique commerciale en s'appuyant (signature de conventions spécifiques entre autres) sur des distributeurs privés d'intrants (semences, fertilisants et pesticides) et d'équipements agricoles ainsi que sur des institutions financières.	RRA/ RTC/ RGOPA	Immédiat
	En attendant la mise en œuvre effective du PROPACOM Extension Ouest, sensibiliser les OPA pour les préparer à une application ultérieure (i.e. après l'approbation du PROPACOM Extension) d'une conditionnalité du financement des équipements et des infrastructures à une participation financière des OPA dont le niveau sera déterminé dans le cadre de l'approche consolidée qui sera proposée pour les deux zones d'intervention.	UCP	Immédiat
	Mieux planifier et accélérer les acquisitions d'intrants en rapport avec le calendrier cultural.	RRA/APM/RAF	Permanent
	Planifier la réalisation des études d'identification et les études techniques des sites de telle sorte à disposer des résultats au plus tard en octobre 2014 pour servir à l'élaboration du PTBA 2015	RRA/APM	Octobre 2014
	Accélérer le processus de mise en œuvre de l'achèvement des travaux complémentaires des périmètres du PPMS et sélectionner les sites de promotion du système goutte à goutte.	RRA/UCP	Mars 2014
	N'effectuer la distribution et le rachat des semences au profit d'une même OPA qu'une seule fois à l'instar de la distribution des intrants aux producteurs de masse.	RGOPA /RRA	immédiat
	Procéder à l'analyse des données pluviométriques de toute la zone du projet en vue d'un meilleur calage des cycles de culture avec les saisons et utiliser autant que possible les variétés à cycle court.	UCP/ RRA	immédiat
<b>Composante 2 : Valorisation et mise en marché</b>	Appréier les services que le Bureau de Vente des Producteurs (BVP) pourrait rendre au projet en termes d'assistance à la commercialisation de la production de 2013 et, le cas échéant, signer un contrat avec le BVP	RTC	15 janvier 2014
	Effectuer un diagnostic sur la viabilité économique des mini-rizeries à appuyer, en perspective de la mise en place d'entreprises de service et organisations paysannes (ESOP).	RTC/UCP	Fin février 2014
	Signer avec les SIM désignés par les résultats de l'étude et en fonction de leurs zones d'intervention, une convention stipulant la prise en charge par ces organismes: (1) d'un	UCP	Fin Avril 2014

	appui à la structuration interne et au renforcement des capacités des OPA en vue de mieux négocier des prix avantageux lors de la vente de leurs productions; (2) de la facilitation de l'établissement de contacts commerciaux entre les différents acheteurs et les producteurs, (3) de la diffusion d'informations sur les prix en vigueur et les quantités disponibles		
<b>Composante 3 :Coordination, gestion et Suivi &amp; Evaluation</b>	Mettre en place un programme prévisionnel des missions sur base trimestrielle qui sera communiqué à la DEP, au contrôleur financier et à l'agent comptable pour une meilleure planification des dépenses liées aux missions sur le terrain.	Coordonnateur	Au début de chaque trimestre à partir début Janvier 2014
	Accélérer la finition de l'extension du bureau du siège et effectuer les travaux complémentaires dans les deux antennes pour conforter l'installation du personnel	RIR/ RAF	Mars 2014
	Procéder systématiquement et chaque année, y compris l'année 2013, à l'évaluation de la performance du personnel sur la base des contrats de performance et des lettres d'objectifs comme condition à la reconduction des contrats.	DGPPS / Coordonnateur/ et Responsables de composantes	Février et Décembre de chaque année
	Organiser, chaque année, une revue à mi-parcours des performances du personnel sur la base de leurs résultats et accomplissements par rapport au PTBA	DGPPS / Coordonnateur/ et Responsables de composantes	Permanent (Juillet de chaque année)
	Exécuter les formations concernant les modules relatifs au suivi évaluation, à la planification opérationnelle, à la passation des marchés et à la méthodologie de rédaction des TDR ainsi que la prise en compte du genre.	Coordonnateur, RAF, RSE	A réaliser en début 2014 en commençant par la planification opérationnelle
	Former de manière continue les chauffeurs en matière de sécurité routière, d'entretien préventif, de mécanique de base et d'utilisation de radio VHF.	UCP/Antennes	Janvier 2014
	Activer les radios Codan des trois (3) véhicules restants du projet sur les fréquences du PNUD.	UCP/PNUD	Juin 2013
	Organiser une rencontre entre le consultant et l'UCP pour achever et valider le manuel d'exécution	Coordonnateur/UCP	Janvier 2014
	Faire l'acquisition de deux (2) groupes électrogènes pour l'UCP et l'antenne de Bondoukou.	RAF	1 <sup>er</sup> trimestre 2014
<b>Suivi-évaluation</b>	Avec l'approbation de la DRMP et l'ANO du FIDA procéder à une consultation informelle pour sélectionner les prestataires en charge des enquêtes SYGRI et socio-économique dans la zone du PROPACOM Extension Ouest en cours.	DGPPS/ UCP	15 décembre 2013

	Inviter les responsables S&E de la DEP à participer à la séance de cadrage précédant l'enquête socio-économique.	UCP/DEP	Immédiat
	Conduire une étude diagnostique sur les OPA du secteur vivrier dans les deux zones (ancien et nouveau PROPACOM)	RGOPA/UCP/ DGPPS	Juin 2014
	Réaliser une étude sur les besoins en services financiers des OPA des filières vivrières retenues ainsi que sur l'offre de services et produits à adapter ou développer par les institutions financières pour répondre à ces besoins	UCP/ DGPPS	Février 2014
	Prendre contact avec l'Administrateur provisoire pour, au vu du plan de redressement de RCMEC, décider éventuellement du type de coopération à avoir avec cette institution pour un appui aux OPA	UCP	Janvier 2014
<b>Etat d'avancement de l'exécution du PROPACOM</b>	Avec l'approbation de la DRMP et la NO du FIDA, procéder à une consultation informelle pour sélectionner le consultant qui sera en charge de l'informatisation du SSE du projet.	RSE/DRMP	Janvier 2014
	Organiser en début d'année une réunion de planification et de responsabilisation et une revue à mi-parcours en juin (révision du PTBA) et une réunion d'évaluation en fin d'année (évaluation du PTBA)	RSE / RAF	Permanent (Janvier, Juin et Octobre de chaque année)
	Lors de l'élaboration du PTBA de chaque année ou tout de suite après son approbation, définir, pour chaque activité de type processus, les différentes étapes qui la composent et leur attribuer un pourcentage pour pouvoir apprécier le taux d'exécution physique du PTBA	UCP	Permanent (Janvier de chaque année)
	Continuer à organiser une réunion mensuelle sanctionnée par un rapport sur la mise en œuvre du PTBA (chronogramme et recommandations des missions de supervision) à soumettre à la DEP, au point focal FIDA et au FIDA	Coordonnateur/ RSE	Immédiat
	Rédiger tous les TDR des prestataires de services nécessaires à la réalisation des activités du PTBA 2014	UCP	Fin Février 2014
	Organiser en juin de chaque année un atelier d'évaluation des progrès réalisés et éventuellement de révision détaillée des activités et objectifs cibles du PTBA (avec son implication budgétaire).	COP/UCP/Antennes	Permanent (Juin de chaque année)
	Commencer chaque année le processus de la préparation du PTBA au mois de septembre afin de le soumettre au COP et au FIDA au plus tard fin Novembre	Coordonnateur /UCP	Effet immédiat (à répliquer chaque année)
<b>Aspects fiduciaires</b>	Réaliser les formations qui étaient prévues en 2013 pour l'équipe du projet et non encore effectuées.	COORD, RAF, RSE	31/03/14
	Nommer les Régisseurs des Antennes du PRAREP/PROPACOM à Bondoukou, Bouaké et Korhogo	MINAGRI/MEF/PF	28/02/14

	Elaborer un manuel de procédures de financement et de gestion des microprojets d'appui à la production agricole, à la commercialisation et à la transformation.	COORD, RGOPA, RTC, RRA	31/03/14
	Finaliser la DRF n°5 en préparation dès que le seuil sera atteint.	RAF, CPT	15/12/13
	Valider le montant de la contribution des bénéficiaires valorisée à date et préciser les conditions et modalités relatives à la mobilisation et la valorisation de cette contribution.	COORD, RRA, RSE, RAF	31/12/13
	Faire un rapportage à la DRMP sur la situation des appels d'offres infructueux, accélérer le processus de numérotation des marchés/conventions avant la fermeture du SIGMAP en décembre et optimiser l'application de l'arrêté 201 du 21/04/10.	RAF, APM	31/12/13
	Harmoniser et rationaliser la prise en charge des participants aux réunions du COP et aux différents ateliers (per diem, transport, hébergement et restauration), à l'instar de ce qui avait été recommandé pour le PRAREP lors de la dernière supervision.	COORD, RAF	Pour mémoire
	Reconduire le cabinet KPMG pour l'audit des comptes 2013 en spécifiant dans les termes de référence que le cabinet devra émettre trois opinions séparées, à savoir : i) l'opinion sur les états financiers ; ii) l'opinion sur les demandes de retrait de fonds et les états certifiés de dépenses ; iii) l'opinion sur l'utilisation du compte spécial.	COORD, RAF	31/12/13
	Respecter le planning de clôture et d'audit des comptes 2013 afin que le rapport soit transmis au FIDA au plus tard le 15 mai	COORD, RAF, CPT, AC, SECO	31/05/14
<b>Durabilité</b>	Sensibiliser les OPA sur l'approche « plans d'affaires » en vue d'appuyer plus tard les OPA ciblées	RGOPA/RTC	1er trimestre 2014
	Signer des contrats tripartites OPA/UCP/Prestataires pour la conduite des activités de renforcement de capacité	Coordonnateur/RGOPA/RRA/RTC	A partir de Janvier 2014
	Examiner avec les IF la faisabilité d'une contractualisation tripartite OPA/UCP/IF en vue de la gestion des fonds de roulements pour les intrants, des dotations pour amortissement et entretien des équipements.	RGOPA / RTC /RAF/	Mars 2014
<b>Autres aspects</b>			
<b>Etablissement de Partenariats</b>	Poursuivre la collaboration et les synergies avec le WAAPP et le GIZ en matière de production de semences certifiées, d'exploitation des unités de triage et de formation sur les itinéraires techniques	Coordonnateur / RRA/ RTC	1 <sup>er</sup> semestre 2014
	Développer une collaboration avec la Promotion des filières agricoles et biodiversité (PROFIAB) de la GIZ dans les domaines de renforcement des OPA, d'analyse, de diagnostic des filières et de mise en réseau des acteurs des filières	Coordonnateur/RGOPA/RTC	1 <sup>er</sup> semestre 2014
	Développer un partenariat avec le PARFACI de l'AFD-C2D dans les domaines de l'aménagement hydro agricoles et l'appui à la structuration des filières rizicole et maraîchères.	Coordonnateur/RGOPA/RTC	1 <sup>er</sup> semestre 2014
	Définir les axes de collaboration avec les programmes de nutrition, de sécurité alimentaire et des cantines scolaires dans le cadre de la commercialisation des produits agricoles	Coordonnateur/ /RRA/RTC	1 <sup>er</sup> semestre 2014



	ciblés (maïs, riz, légumes)		
<b>Genre</b>	Poursuivre les séances de sensibilisation de proximité auprès des OPA, des autorités et des chefferies villageoises sur l'accès des femmes et des jeunes aux facteurs de productions, en particulier les périmètres aménagés.	Coordonnateur / RGOPA	Immédiatement
	Mettre en œuvre les activités de communication en direction des femmes et des jeunes (en particulier les jeunes filles) en vue de la prise en compte effective de leurs besoins par le projet	Coordonnateur /RGOPA	1er semestre 2014
	Démarrer les formations en alphabétisation des bénéficiaires du projet en ciblant prioritairement les femmes et les jeunes	Coordonnateur /RGOPA	1er semestre 2014
	Prendre toutes les dispositions nécessaires pour un démarrage effectif de la convention ADDR relative à l'insertion des jeunes déscolarisés et démobilisés dans les métiers agricoles et ruraux (élaboration d'un plan de suivi, obtention d'un programme détaillé, décision sur les réallocations budgétaires demandées par le contractant etc.).	Coordonnateur/RGOPA /RSE/RAF	Décembre 2013

## Appendice 4: État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)

Composante/	Période: 02/01/2013 au 31/10/2013									
Sous-composante ou produit	Indicateur	Service	Unité	PTBA 2013	Progrès effectif	%	Progrès effectif global	Objectif fixé au moment de la pré-évaluation	%	
Composante 1 : amélioration de l'offre de produits agricoles										
	Volet : Accès aux facteurs de production									
	Activité 1 : Acquérir les semences de base de maïs		Réhabilitation agricole	kg	200	4 200.00	100%	4 200.00	750	100%
	Activité 2 : Développer une stratégie de communication ciblée en direction des femmes et des jeunes en milieux rurales		Réhabilitation agricole	stratégie de communication	1	0.00	0%	0.00	1	0%
	Activité 3 : Elaborer le mécanisme de selection des OP à bénéficier du projet		Réhabilitation agricole et finance	mécanisme de sélection des OP bénéficiaires	1	1.00	100%	1.00	1	100%
	Activité 4 : Acquérir les semences de maïs R1 auprès des semenciers		Réhabilitation agricole et finance	tonnes de semences R1 de maïs	50	0.00	0%	0.00	60	0%
	Activité 5 : Faire certifier les semences R1 de maïs		Réhabilitation agricole et finance	tonnes de semences R1 de maïs	336	0.00	0%	0.00	45	0%
	Activité 6 : Acquérir les produits de conditionnement et le petit matériel pour le stockage des semences R1		Réhabilitation agricole et finance	sacs de 100 kg,	500	500.00	100%	500.00	600	83%
				sacs de 25 kg,	2 000	2 000.00	100%	2 000.00	1 800	100%
				kg de fongicides	50	50.00	100%	50.00	45	100%
				kg d'insecticide	25	25.00	100%	25.00	23	100%
				rouleaux de ficelle	34	34.00	100%	34.00	102	33%
	Activité 7 : Superviser le rachat, conditionner et stocker les semences de maïs R1		Réhabilitation agricole et finance	tonnes de semences R1 de maïs	50	0.00	0%	0.00	60	0%
	Activité 8 : Distribuer les semences, intrants et produits phytosanitaires aux producteurs semenciers et aux producteurs à la base.		Réhabilitation agricole et finance	tonnes de semences de base de maïs	4.2	4.20	100%	4.20	0.75	100%
				tonnes de semences R1 de maïs	15	15.00	100%	15.00	150	10%
				tonne de NPK	122.25	122.25	100%	122.25	455	27%
				tonne d'Urée	81.50	81.50	100%	81.50	303	27%
				litres d'herbicides	3 260	3 260.00	100%	3 260.00	12 120	27%
	Activité 9 : Acquérir des semences pour la production maraîchère		Réhabilitation agricole et finance	kg de semence de tomate	0.50	5.00	100%	5.00	NA	0%
				kg oignon	15.00	40.00	100%	40.00	NA	0%
				kg chou	0.40	0.40	100%	0.40	NA	0%
	Activité 10 : Acquérir les intrants nécessaires à la production de semences de maïs R1 certifiées		Réhabilitation agricole et finance	tonnes de NPK	25.20	25.20	100%	25.20	5	100%
				tonnes d'urée	16.80	16.80	100%	16.80	3	100%
				litres d'herbicides	672.00	672.00	100%	672.00	120	100%
	Activité 11 : Acquérir les intrants nécessaires à la production de maïs		Réhabilitation agricole et finance	tonnes de NPK	97.05	97.05	100%	97.05	450	22%
				tonnes d'urée	64.70	64.70	100%	64.70	300	22%
				litres d'herbicides	2 588.00	2 588.00	100%	2 588.00	12 000	22%
	Activité 12 : Acquérir les intrants pour la production maraîchère		Réhabilitation	tonnes de NPK	5.50	5.20	95%	5.20	NA	0%

			agricole et finance	tonnes d'urée	3.00	2.60	87%	2.60	NA	0%
				tonnes de sulfate de potassium	0.30	4.20	100%	4.20	NA	0%
				tonnes de fongicide	0.30	0.98	100%	0.98	NA	0%
				litres d'insecticides	10.00	29.80	100%	29.80	NA	0%
	Activité 13 : Evaluer les systèmes de production et proposer des actions qui permettent de les diversifier et de minimiser les apports en engrais minéraux		Réhabilitation agricole	rapport	1	0.00	0%	0.00	1	0%
	<b>Volet : Mécanisation de l'Agriculture</b>									
	Activité 1 : Identifier et sélectionner les OP, les CGA et autres organisations de producteurs et évaluer leurs besoins		Genre et OPA	CGA	30	0.00	0%	0.00	ND	0%
				OP et autres organisations	30	0.00	0%	0.00	ND	0%
	<b>Volet : Appui- Conseil</b>									
	Activité 1 : Identifier et caractériser les sites à risques d'érosion et d'ensablement et préconiser les actions nécessaires		Réhabilitation agricole et finance	1 rapport	1	0.00	0%	0.00	1	0%
	Activité 2 : Réaliser une étude diagnostique environnementale au niveau des zones tampon du Parc National de la Comoé		Infrastructures	1 rapport	1	0.00	0%	0.00	1	0%
	Activité 3 : Apporter l'appui conseil pour la production de semences R1 de maïs		Réhabilitation agricole	ha	168	168.00	100%	168.00	30	100%
	Activité 4 : Apporter l'appui conseil pour la production de masse de maïs		Réhabilitation agricole	ha	600	647.00	100%	647.00	3 000	22%
	Activité 5 : Apporter l'appui conseil pour la production maraîchère		Réhabilitation agricole	ha	10	0.00	0%	0.00	90	0%
	Activité 6 : Suivre l'exécution de la convention ADDR		Suivi-Evaluation et Réhabilitation agricole	ex-combattants	1 500	0.00	0%	0.00	1 500	0%
				jeunes des communautés d'accueil	500	0.00	0%	0.00	500	0%
	<b>Volet : Aménagements hydro-agricoles</b>									
	Activité 1 : Evaluer les coûts des travaux complémentaires d'aménagement des périmètres maraîchers de l'ex-projet PPMS		Infrastructures	rapport d'étude	2	2.00	100%	2.00	2	100%
	Activité 2 : Réaliser les études techniques des périmètres maraîchers		Infrastructures	rapport d'étude	1	0.00	0%	0.00	1	0%
	Activité 3 : Identifier et caractériser les sites rizicoles et maraîchers dans la zone du projet		Infrastructures	rapport d'étude	1	0.00	0%	0.00	1	0%
	Activité 4 : Contrôler les travaux de réhabilitation du barrage de Kpato		Infrastructures	rapport d'activités	2	0.00	0%	0.00	2	0%
	Activité 5 : Réhabiliter le barrage de Kpato		Infrastructures	Barrage réhabilité	1	0.00	0%	0.00	1	0%
										<b>31%</b>
<b>Composante 2 : Valorisation et mise en marché</b>										
	<b>Volet : Appui à la transformation et à la commercialisation</b>									

	Activité 1 : Repertorier et évaluer des innovations technologiques de conservation, conditionnement, transformation et commercialisation des produits maraichers		Transformation / Commercialisation	Repertoire des innovations technologiques	1	0.00	0%	0.00	1	0%
	Activité 2 : Restituer l'étude sur la rentabilité du riz local blanchi		Transformation / Commercialisation	rapport validé	1	0.00	0%	0.00	1	0%
	<b>Volet : Système d'informations sur les marchés</b>									
	Activité 1 : Faire l'état des lieux de la valorisation des produits et de leur mise en marché (maïs, riz et maraicher)		Transformation / Commercialisation	Rapport d'étude	1	0.00	0%	0.00	1	0%
	Activité 2 : Organiser les plates-formes de concertation entre les producteurs, les commerçants, les transporteurs et les agro-industriels		Transformation / Commercialisation	plates-formes de concertation	3	0.00	0%	0.00	3	0%
	Activité 3 : Réaliser une évaluation des performances des dispositifs d'information sur les marchés existants (OCPV, ANOPACI, BVP)		Transformation / Commercialisation	Rapport d'étude	1	0.00	0%	0.00	1	0%
	<b>Volet : Infrastructures marchandes</b>									
	Activité 1 : Caractériser les sites potentiels d'accueil des mini-rizeries, des magasins de stockage, des centres de groupage et de conditionnement ainsi que des hangars de conditionnement		Transformation / Commercialisation et Infrastructures	Rapport d'étude	1	0.00	0%	0.00	1	0%
	Activité 2 : Identifier des magasins de stockage de semence		Transformation / Commercialisation	Rapport	1	0.00	0%	0.00	1	0%
	<b>Volet : Professionnalisation des Organisations de Producteurs</b>									
	Activité 1 : Réaliser l'état des lieux des Organisations Professionnelles Agricoles dans la zone du projet		Genre et OPA	30 OPA	30	0.00	0%	0.00	660	0%
										0%
<b>Composante 3 : Coordination, Suivi-Evaluation et Gestion des savoirs</b>										
	<b>Volet : Coordination et Gestion</b>									
	Activité 1 : Réaliser les aménagements complémentaires des bureaux de l'UCP et des Antennes		Infrastructures	guérite,	1	0.00	0%	0.00	1	0%
				bureau pour chauffeurs,	1	0.00	0%	0.00	1	0%
				cafétiariat	1	0.00	0%		1	0%
				assainissement du parking de Korhogo réalisés	1	0.00	0%	0.00	1	0%
	Activité 2 : Acquérir le matériel roulant pour l'UCP		Finance	motos, véhicules	2	2.00	100%	2.00	2	100%
				ordinateurs fixes, photocopieurs	2	0.00	0%	0.00	2	0%
	Activité 3 : Acquérir le matériel informatique et de bureau pour l'UCP et les antennes		Finance	ordinateurs fixes, photocopieurs	8	8.00	100%	8.00	8	100%
				lots de mobilier de bureau livrés	2	1.00	50%	1.00	2	50%
					2	2.00	100%	2.00	2	100%

Activité 4 : Assurer le paiement des salaires, autres frais de fonctionnement et équipement de l'UCP	-	Finance	Personnel payé	1	1.00	100%	1.00	1	100%
Activité 5 : Informer, sensibiliser et assurer l'animation en vue de la détermination et de la structuration de la demande		Genre et OPA	séances organisées dans les départements,	12	12.00	100%	12.00	12	100%
Activité 6 : Evaluer la participation des bénéficiaires		Réhabilitation agricole	Contribution évaluée	1	1.00	100%	1.00	1	100%
Activité 7 : Evaluer les contrats d'objectifs du personnel		Coordination	Personnel évalué	52	0.00	0%	0.00	52	0%
Activité 8 : Organiser la 3ème session du Comité d'Orientation et de Pilotage (COP)		Suivi-Evaluation	états d'avancement PTBA 2013 validé	1			1.00	6	17%
			PTBA 2014 validé	1		0%	0.00	6	0%
Activité 9 : Organiser les sessions des CRC	-	Suivi-Evaluation	états d'avancement PTBA régional 2013 validé	3		0%	0.00	18	0%
	-		PTBA régional 2014 validé	3		0%	0.00	18	0%
<b>Volet : Suivi-Evaluation</b>									
Activité 1 : Apporter un appui à la mise en place du Système de Suivi-Evaluation (UCP)		Suivi-Evaluation	Manuel de suivi-évaluation disponible	1	1.00	100%	1.00	1	100%
Activité 2 : Organiser l'atelier de planification du projet		Suivi-Evaluation	plan d'exécution des activités sur la durée du projet disponible	1	1.00	100%	1.00	1	100%
Activité 4 : Organiser l'atelier de consolidation du PTBA		Suivi-Evaluation	PTBA validé	1	1.00	100%	1.00	6	17%
Activité 5 : Organiser les missions de suivi-évaluation externe		Suivi-Evaluation	rapports de missions de SEE disponibles	2	2.00	100%	2.00	12	17%
Activité 6 : Organiser les missions de supervision		Suivi-Evaluation	rapports de supervision disponibles	2	1.00	50%	1.00	11	9%
Activité 7 : Renforcer les capacités de l'UCP en matière suivi-évaluation		Suivi-Evaluation	membres de l'UCP formés	25	0.00	0%	0.00	25	0%
Activité 8 : Renforcer les capacités de l'UCP en planification opérationnelle		Suivi-Evaluation	membres de l'UCP formés	25	0.00	0%	0.00	25	0%
Activité 9 : Renforcer les capacités des cadres de l'UCP en Passation des marchés		Finance	membres l'UCP formés	10	0.00	0%	0.00	10	0%
Activité 10 : Valider le manuel S&E (Appui du consultant)		Suivi-Evaluation		1	1.00	100%	1.00	1	100%
<b>Volet : Appui institutionnel au MINAGRI</b>									
Activité 1 : Apporter un appui à l'élaboration et à la diffusion du manuel de Suivi-Évaluation externe de la Direction de l'Évaluation des Projets		Suivi-Evaluation	manuel de suivi-évaluation externe disponible	1	1.00	100%	1.00	1	100%
Activité 2 : Renforcer les capacités du MINAGRI en matériel roulant		Finance	wagon station livré	1	0.00	0%	0.00	1	0%
Activité 3 : Renforcer les capacités du MINAGRI en matériel informatique		Finance	ordinateurs fixes livrés	16	16.00	100%	16.00	16	100%
			photocopieurs livrés	3	3.00	100%	3.00	3	100%
									<b>44%</b>

## Appendice 5: Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie

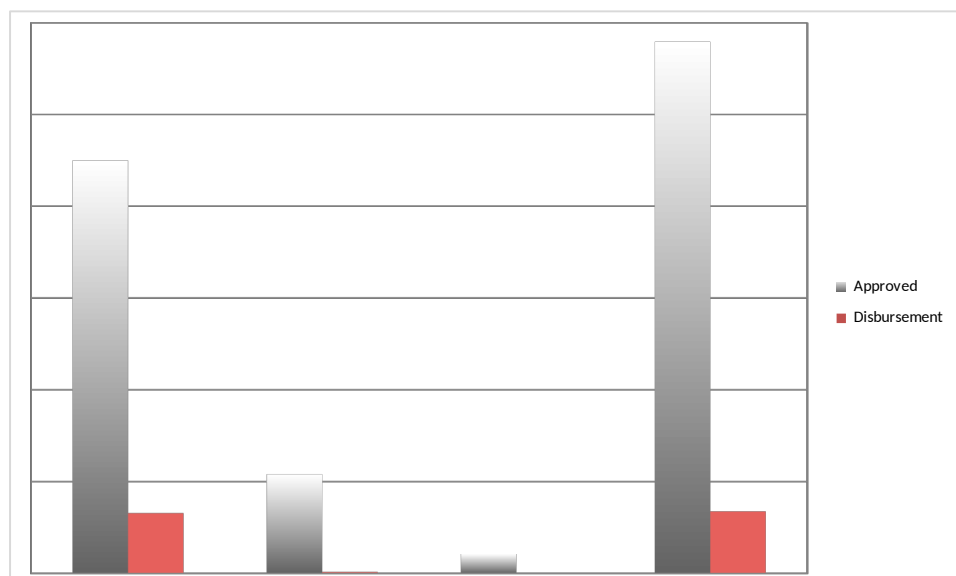
Tableau 5A: PROPACOM/Financial performance by financier (USD 000) au 31/10/2013

Financier	Approuvé	Décaissé	Pourcents décaissés
Prêt FIDA	22 500,2	3 279,2	14,57
Gouvernement	5 409,0	80,6	1,49
Bénéficiaires	1 056,5	24,7	2,34
<b>Total</b>	<b>28 965,6</b>	<b>3 384,6</b>	<b>11,68</b>

IFAD Loan : 3 279 224,64 USD; Source: Historic Transaction Report (FIDA)

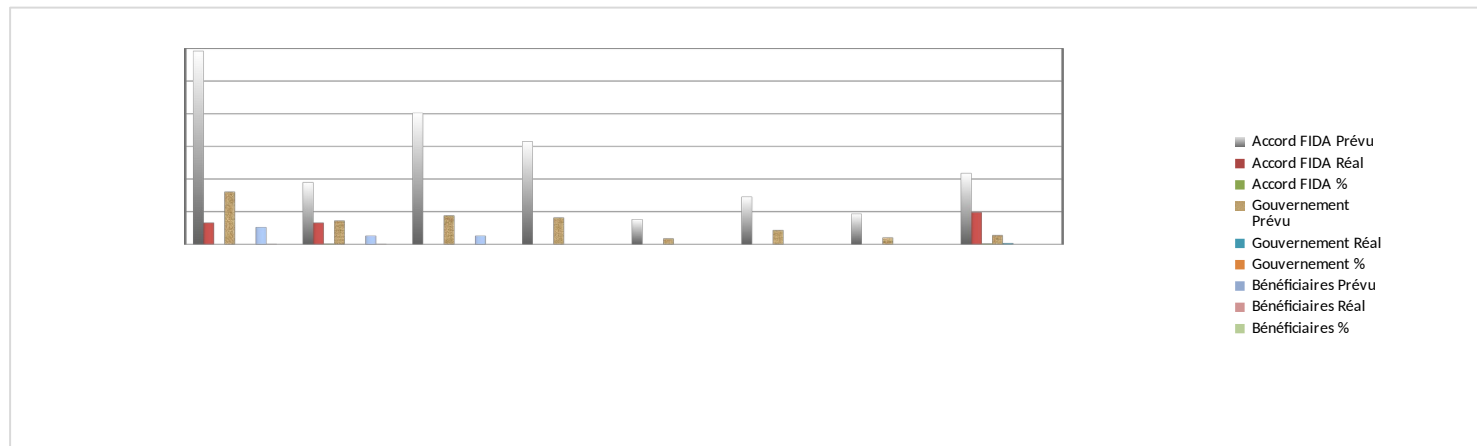
Gouvernement : 39 176 738 FCFA soit 80 603,31 USD au taux de 1 USD = 486,044 FCFA au 31/10/13

Bénéficiaires : 12 022 500 FCFA soit 24 735,41 USD.



**Tableau 5B : Financial performance by component (USD '000) au 31/10/2013**

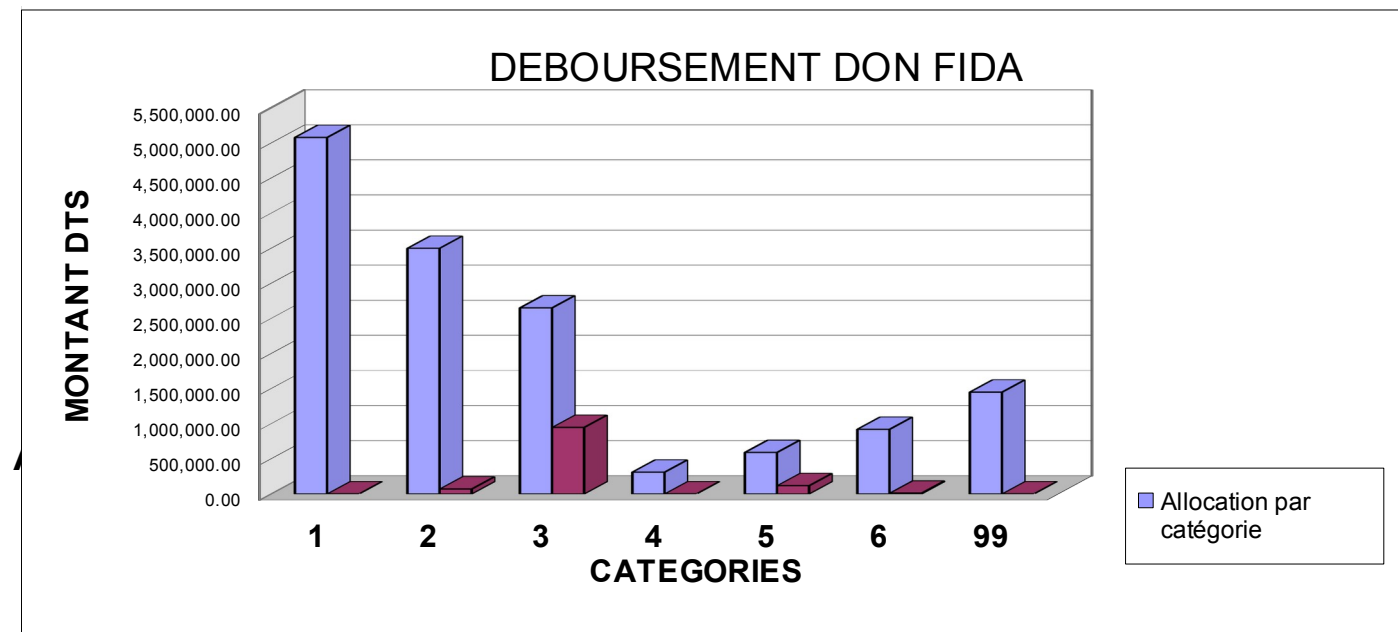
Composantes	Accord FIDA			Gouvernement			Bénéficiaires			Total		
	Prévu	Réal	%	Prévu	Réal	%	Prévu	Réal	%	Prévu	Réal	%
<b>1. Amélioration de l'offre de produits agricoles</b>	<b>11 836,0</b>	<b>1 318,1</b>	<b>11,14</b>	<b>3 217,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,00</b>	<b>1 046,5</b>	<b>24,7</b>	<b>2,36</b>	<b>12 882,5</b>	<b>1 342,8</b>	<b>10,42</b>
1.1. Accès au facteur de production	3 793	1 318,1	34,8	1 451	0,0	0,00	523,3	24,7	0,00	4 316,3	1 342,8	31,11
1.2. Aménagement hydro agricole	8 043	0,0	0,0	1 766	0,0	0,00	523,3	0,0	0,00	8 566,3	0,0	0,00
<b>2. Valorisation et mise en marché</b>	<b>6 304,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,00</b>	<b>1 637,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,00</b>	<b>10,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,00</b>	<b>6 314,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,00</b>
2.1. Valorisation des produits vivriers	1 530	0,0	0,00	355	0,0	0,00	0,0	0,0	0,00	1 530,0	0,0	0,00
2.2. Infrastructures marchandes et publiques	2 911	0,0	0,00	873	0,0	0,00	10	0,0	0,00	2 921,0	0,0	0,00
2.3. Professionnalisation des organisations de producteurs	1 863	0,0	0,00	409	0,0	0,00	0,0	0,0	0,00	1 863,0	0,0	0,00
<b>3. Coordination, Suivi/Evaluation et gestion des Savoirs</b>	<b>4 360,0</b>	<b>1 961,1</b>	<b>44,98</b>	<b>555,0</b>	<b>80,6</b>	<b>14,52</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,00</b>	<b>4 360,0</b>	<b>2 041,7</b>	<b>46,83</b>
3.1. Unité de Coordination du Programme	3 384	1 961,1	57,95	555	80,6	14,52	0,0	0,0	0,00	3 384,0	0,0	0,00
3.2. Fonds Non Alloués	976	0,0	0,00	0	0,0	0,00	0,0	0,0	0,00	976,0	0,0	0,00
<b>Total</b>	<b>22 500,0</b>	<b>3 279,2</b>	<b>14,57</b>	<b>5 409,0</b>	<b>80,6</b>	<b>1,49</b>	<b>1 056,5</b>	<b>24,7</b>	<b>2,34</b>	<b>28 965,5</b>	<b>3 384,6</b>	<b>11,68</b>





**Tableau 5C : IFAD loan disbursements : DTS au 31/10/2013**

N°	Catégories	Original Allocation	Disbursement DRF n°1 à 4	Balance	%
1	Génie Civil et Rural	5 080 000	0,00	5 080 000,00	0,00
2	Equipement, moyens de transport, matériel et intrants	3 500 000	70 189,58	3 429 810,42	2,01
3	Etudes, formation, information, assistance technique	2 650 000	948 820,52	1 701 179,48	35,80
4	Fonds de roulement pour l'achat de paddy	310 000	0,00	310 000,00	0,00
5	Salaires et indemnités	590 000	116 984,24	473 015,76	19,83
6	Coût de fonctionnement	920 000	10 862,33	909 137,67	1,18
99	Non alloué	1 450 000	0,00	1 450 000,00	0,00
	Dépôt initial		1 004 928,63	-1 004 928,63	0,00
	<b>Total/Don</b>	<b>14 500 000</b>	<b>2 151 785,30</b>	<b>12 348 214,70</b>	<b>14,84</b>



avancement

Sections	Dispositions	Objectifs/Dates prévues	Etat d'avancement	Observations
Section E, point d)	Le manuel de procédures administratives et financières et le manuel des opérations ont été approuvés par le FIDA	31/01/2014	En cours	La version définitive du manuel des procédures administratives et financières a été validée. La version provisoire du manuel des opérations est disponible depuis le 12/02/13. Le Consultant et l'UCP envisage des séances de travail pour finaliser le document.
Annexe 3 " clauses particulières", Point 1 " suivi évaluation"	Dans les 6 mois suivant l'entrée en vigueur de l'accord un manuel de SE et un manuel des opérations communs au PRAREP et au PROPACOM seront élaborés et approuvés par le fonds	30/06/2014	en cours	La version provisoire du manuel de procédures SE a été validée. Il reste le développement de l'informatisation du système dont le processus de sélection du consultant est en cours
Section 7.01, Point b) ii)	.... L'Agent principal du projet soumet au Fonds pour observation, la version provisoire du PTBA, au plus tard soixante (60) jours avant le début de l'année du projet considérée...	Pour mémoire	à mettre en œuvre	Le PTBA de 2014 est en cours de finalisation.
Section 7.08, des conditions générales a) « assurance »'	L'Emprunteur/Bénéficiaire ou l'agent principal du projet assure contre les risques l'ensemble des biens et des constructions utilisés dans le cadre du projet selon des montants conformes à de saines pratiques commerciales	31/01/2014	à mettre en œuvre	Les locaux du Projet, siège et antenne (contenant et contenu) ne sont pas assurés conformément aux dispositions du manuel